

**SERVICE
DE L'EVALUATION
DES PROGRAMMES**

**Plan ministériel
d'évaluation de programme
1990 – 1991**

CANQ
TR
BSM
102
1990-91

Gouvernement du Québec
**Ministère
des Transports**

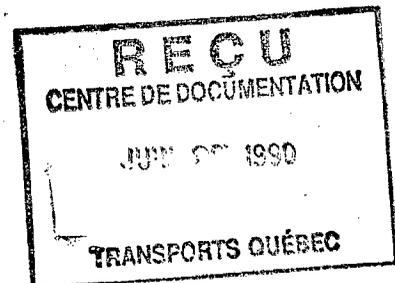
254536

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
CENTRE DE DOCUMENTATION
700, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE EST,
22^e ÉTAGE
QUÉBEC (QUÉBEC) - CANADA
G1R 5H1

PLAN MINISTÉRIEL D'ÉVALUATION DE PROGRAMME
1990-1991

SERVICE DE L'ÉVALUATION DES PROGRAMMES

QUÉBEC, AVRIL 1990



Gen
CANQ
TR
BSM
102
1990-1991

Publication réalisée à la
Direction de la Programmation
Ministère des Transports

Cette étude a été préparée par
le Service de l'évaluation des programmes

Coordination:

Louis St-Germain, économiste

Analyse et rédaction:

Serge Gauthier, économiste
Maryse Hamel, économiste
Michel Marquis, économiste
Louis St-Germain, économiste
André St-Sauveur, économiste

Assistance technique:

Guyline Poulin

PLAN MINISTÉRIEL D'ÉVALUATION DE PROGRAMME 1990-1991

INTRODUCTION	1
CONSTAT GÉNÉRAL SUR LA DÉMARCHE D'ÉVALUATION	3
1. SOMMAIRE DES TRAVAUX D'ÉVALUATION DU PLAN 1990-1991	6
1.1 PRÉSENTATION DES PROJETS D'ÉVALUATION	6
1.2 ANALYSE SOMMAIRE	10
2. ANALYSE DES TRAVAUX D'ÉVALUATION DU PLAN 1990-1991 PAR DIRECTION GÉNÉRALE	13
2.1 DIRECTION GÉNÉRALE DU TRANSPORT DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES	13
2.2 DIRECTION GÉNÉRALE DU GÉNIE	17
2.3 DIRECTION GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS	20
2.4 DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION FINANCIÈRE	25
2.5 DIRECTIONS DU BUREAU DU SOUS-MINISTRE	28
3. BILAN D'ENSEMBLE DES TRAVAUX D'ÉVALUATION	33
3.1 PROJETS TERMINÉS	34
3.2 PROJETS QUI SERONT TERMINÉS AVANT AVRIL 1990	37
3.3 PROJETS POURSUIVIS EN 1990-91	37
3.4 PROJETS ABANDONNÉS	37
4. BILAN DES TRAVAUX D'ÉVALUATION PAR DIRECTION GÉNÉRALE	40
4.1 DIRECTION GÉNÉRALE DU TRANSPORT DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES	40
4.2 DIRECTION GÉNÉRALE DU GÉNIE	49
4.3 DIRECTION GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS	53
4.4 DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION FINANCIÈRE	59
4.5 DIRECTIONS DU BUREAU DU SOUS-MINISTRE	62
ANNEXE	
FICHES DESCRIPTIVES DES PROJETS DU PLAN MINISTÉRIEL 1990-1991 PAR DIRECTION GÉNÉRALE	69

INTRODUCTION

La politique ministérielle d'évaluation de programme prévoit la production à chaque année d'un plan ministériel d'évaluation de programme, approuvé par le sous-ministre, identifiant et intégrant les travaux d'évaluation à entreprendre ou à poursuivre au cours de l'année. Ces travaux ont trait, d'une part, à la réalisation d'études d'évaluation par les gestionnaires et par le Service de l'évaluation des programmes et, d'autre part, à la mise en place à moyen terme d'un système d'indicateurs de performance (indicateurs de gestion et indicateurs de programme).

Le présent document constitue le troisième plan ministériel d'évaluation de programme du Ministère (plan 1990-91). La première partie du document présente les nouveaux travaux d'évaluation à entreprendre au cours de l'année et les projets prévus aux plans 1988-89, 1989-90 et qui ont dû être reportés pour différentes raisons. S'y ajoute une analyse sommaire sur la portée des principaux objectifs poursuivis. La deuxième partie analyse plus en détail les projets de chacune des directions et présente sous forme de tableaux synoptiques le programme ou secteur d'activités à évaluer, un aperçu des motifs et objectifs de l'étude et des aspects de l'évaluation qui seront examinés ainsi que les budgets en cause et les échéanciers de réalisation lorsque disponibles.

La troisième partie du document fait le point sur la réalisation du plan 1989-90 et présente les principales conclusions et recommandations des études d'évaluation terminées depuis le suivi de juillet 1989. La quatrième partie fait état de façon plus détaillée des efforts d'évaluation consacrés par chacune des directions générales à la réalisation de leur plan interne d'évaluation et des résultats obtenus. L'information est reprise sous forme de tableaux présentant, pour chacun des projets d'étude, les objectifs poursuivis, le statut de l'étude (terminé, en cours, abandonné, en suspens) et l'échéancier de réalisation. Le tout est accompagné d'un bref commentaire.

Enfin, on trouvera en annexe, regroupées par direction générale, les fiches descriptives des projets d'étude soumis au plan 1990-91.

CONSTAT GÉNÉRAL SUR LA DÉMARCHE D'ÉVALUATION

La politique ministérielle d'évaluation de programme adoptée en avril 1987, repose sur l'implication et la participation active des gestionnaires. En effet, ce sont les gestionnaires qui ont la meilleure connaissance des programmes, de leur fonctionnement et de la façon de les améliorer. Cette implication des gestionnaires permettra d'assurer la qualité des travaux d'évaluation et contribue à faciliter l'exercice de leurs responsabilités de gestion courante.

Les gestionnaires ont la responsabilité de développer un système d'indicateurs de gestion propre aux programmes et aux activités de leur unité administrative, d'établir leur plan annuel d'évaluation, de réaliser les études d'évaluation prévues, d'informer le Service d'évaluation des programmes de l'état d'avancement des travaux et de lui transmettre les rapports finaux d'évaluation.

À l'examen des plans d'évaluation des unités administratives, on constate que les gestionnaires se préoccupent de remettre en question leur façon de faire et de mieux connaître les résultats de leurs interventions. La nature et le nombre des projets d'évaluation qu'ils se proposent de réaliser en 1990-1991 en témoignent.

La démarche mérite d'être poursuivie et d'être améliorée. L'expérience et l'expertise aidant, on peut raisonnablement s'attendre à ce que les projets proposés dans les prochains plans ministériels mettent davantage l'accent sur l'évaluation des résultats et des impacts d'intervention, ces deux aspects constituant l'essence même de l'évaluation de programme. Le Service de l'évaluation des programmes orientera en ce sens ses actions et ses interventions auprès des gestionnaires. Le personnel du SEP demeure disponible pour assister les gestionnaires et les professionnels dans l'élaboration des cadres d'évaluation et des systèmes d'indicateurs de performance.

L'évaluation de programme sera appelée à prendre une place de plus en plus importante étant donné les changements qu'entend introduire la direction du Ministère et qui ont été annoncés en février dernier, et la démarche collective en cours qui vise à implanter progressivement la gestion intégrale de la qualité. Avec ses approches, ses techniques et ses méthodes de travail, l'évaluation de programme devient un outil de premier choix pour les gestionnaires. En particulier, les résultats de l'évaluation doivent servir à l'allocation des ressources, ils doivent être disponibles au moment de la prise de décision concernant la poursuite, la modification ou l'abandon d'un programme ou d'une activité. Pour être un outil utile et efficace pour le preneur de décision, la fonction évaluation doit être conçue de façon à s'intégrer à tous les niveaux du processus décisionnel, qu'il s'agisse des opérations, de la gestion ou de l'élaboration des stratégies et politiques d'une organisation.

1- SOMMAIRE DES TRAVAUX D'ÉVALUATION DU PLAN 1990-1991

1. SOMMAIRE DES TRAVAUX D'ÉVALUATION DU PLAN 1990-1991

1.1 PRÉSENTATION DES PROJETS D'ÉVALUATION

Le plan ministériel d'évaluation 1990-91 contient 27 projets d'évaluation, soit 24 nouveaux projets et trois projets reportés du plan 1989-90. Les projets proviennent de chacune des directions générales ainsi que de deux directions du bureau du sous-ministre; la très grande majorité d'entre eux devraient se réaliser au cours de l'année 1990-91. Les ressources prévues par les directions pour les réaliser se situent aux environs de 26 personnes-année, soit une moyenne d'environ une personne-année par projet.

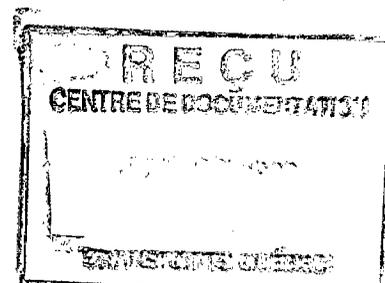
La Direction générale du transport des personnes et des marchandises (DGTPM) présente trois projets d'évaluation dont deux nouveaux projets. À la Direction générale du génie, ce sont cinq projets qui sont retenus, soit quatre nouveaux et un reporté du plan 1989-90. La Direction générale des opérations (DGO) présente 10 projets d'évaluation, tous nouveaux. La Direction générale de l'administration et de la gestion financière (DGAGF) entend réaliser quatre projets, également tous nouveaux. Les directions du Bureau du sous-ministre ont fait inscrire quatre nouveaux projets en plus de faire reporter un projet du plan 1989-90 au plan 1990-91.

La presque totalité des projets d'évaluation, soit 26 projets sur 27, se retrouvent à l'intérieur de la mission économique du Ministère. Un projet fait partie de la mission éducative et culturelle alors qu'aucun projet se rapporte à la mission gouvernementale et administrative.

Directions générales	PLAN 1990-91		PLAN 1989-90	
	Nbre total de projets	Nouveaux projets	Projets reportés du plan 1989-90	Nbre de projets
Transport des personnes et des marchandises	3	2	1	6
Génie	5	4	1	7
Opérations	10	10	0	11
Administration et gestion financière	4	4	0	4
Bureau du sous-ministre	5	4	1	9
	<u>27</u>	<u>24</u>	<u>3</u>	<u>37</u>

Les projets sont répartis parmi quatre secteurs ou programmes d'intervention du Ministère. C'est dans les activités reliées au "réseau routier" que l'on retrouve le plus grand nombre de projets d'étude avec un total de 17, suivi des secteurs "gestion et soutien administratif" avec six projets et "système de transport des personnes et des marchandises" avec quatre projets.

Les tableaux suivants présentent la liste des projets d'étude par principaux secteurs ou programmes d'intervention et donnent un aperçu de la portée de ceux-ci.



PLAN MINISTÉRIEL D'ÉVALUATION DE PROGRAMME 1990-91
PRÉSENTATION DES PROJETS D'ÉTUDE

SECTEUR D'INTERVENTION	TITRE DE L'ÉTUDE	PORTÉE GÉNÉRALE DE L'ÉTUDE
Construction et conservation du réseau	<p>Étude de stabilité des pentes;</p> <p>Évaluation du programme de dessins de ponts;</p> <p>Gestion des immeubles excédentaires;</p> <p>Programme d'analyse des sites dangereux;</p> <p>Conception de plans et devis de mécanique et d'électricité;</p> <p>Programme d'assurance de la qualité appliqué au bitume et au bois traité.</p>	<p>Amélioration de l'exécution et du contrôle du programme.</p> <p>Dotation d'outils d'aide à la gestion.</p> <p>Examen de la performance du programme.</p> <p>" " " " " "</p> <p>" " " " " "</p> <p>" " " " " "</p>
Conservation du réseau routier	<p>Critères de pertinence-immobilisations;</p> <p>Programme des couches d'usure;</p> <p>La planification et la programmation de l'entretien majeur des ouvrages d'art;</p> <p>Révision du taux de participation du Ministère à l'entretien des structures sur le réseau municipal;</p> <p>Évaluation des activités centralisées d'entretien de supersignalisation;</p> <p>Évaluation des activités centralisées d'entretien d'éclairage;</p> <p>Développement d'un modèle du niveau de service pour l'entretien d'hiver;</p> <p>La décentralisation des contrats d'enrobé bitumineux et des V-5 s'y rapportant.</p>	<p>Examen de la performance du programme.</p> <p>Amélioration de l'exécution et du contrôle du programme.</p> <p>" " " " " " " "</p> <p>Examen de la performance du programme.</p> <p>" " " " " "</p> <p>" " " " " "</p> <p>" " " " " "</p> <p>Amélioration de l'exécution et du contrôle du programme.</p>

PLAN MINISTÉRIEL D'ÉVALUATION DE PROGRAMME 1990-91
PRÉSENTATION DES PROJETS D'ÉTUDE

SECTEUR D'INTERVENTION	TITRE DE L'ÉTUDE	PORTÉE GÉNÉRALE DE L'ÉTUDE
Construction du réseau routier	Retombées des différents audits de la Direction de la construction; Gestion des plans pour appel d'offres; Programmation annuelle régionale des projets de construction.	Amélioration de l'exécution et du contrôle du programme. " " " " " " " " Dotation d'outils d'aide à la gestion.
Gestion et soutien administratif	Gestion intégrale de la qualité relative au secteur fournisseur; Publication et diffusion des appels d'offres; Indicateurs de gestion sur l'octroi de contrats; Évaluation de la semaine ministérielle santé et sécurité (1990); Efficacité des moyens de communication (volet externe); Troisième recueil d'indicateurs de programme:	Dotation d'outils d'aide à la gestion. Examen de la performance du programme. Dotation d'outils d'aide à la gestion. Examen de la performance du programme. " " " " " " Dotation d'outils d'aide à la gestion.
Système de transport	Transport adapté: - révision du programme d'aide. Transport scolaire: - subvention au transport des élèves fréquentant les institutions privées. Transport en commun: - étude préliminaire de la subvention aux trains de banlieue Montréal-Rigaud et CN-Deux-Montagnes. Réglementation technique: - transport routier de matières dangereuses.	Examen de la performance du programme. " " " " " " " " " " " " " " " " " "

1.2 ANALYSE SOMMAIRE

Dans le but de présenter une vision d'ensemble de la portée des projets d'étude, chacun de ceux-ci a été identifié à trois grandes catégories (se référer aux tableaux précédents).

La première catégorie, soit celle de l'examen de la performance du programme, comprend 16 études qui visent principalement à améliorer certains aspects de la performance de programmes ou de secteurs d'activités spécifiques au Ministère. Ces projets tirent leur origine du désir des gestionnaires de mieux connaître les résultats des programmes sous leur responsabilité. De façon générale, on propose de faire le point sur la pertinence du programme ou du secteur d'activités en regard des besoins à satisfaire ou sur l'à-propos des opérations ou procédés utilisés dans l'exécution du programme. On propose également d'examiner le degré d'efficience, d'efficacité et d'économie des ressources utilisées, d'établir les résultats et impacts des interventions et de dégager des options quant à de nouvelles orientations ou de modifications aux programmes. Parmi ces projets, mentionnons les trois projets présentés par la Direction générale du transport des personnes et des marchandises, trois des cinq projets de la Direction générale du génie, cinq des 10 projets de la Direction générale des opérations, deux des quatre projets de la Direction générale de l'administration et de la gestion financière ainsi que deux des cinq projets du Bureau du sous-ministre. Ce type de projet est donc assez également divisé entre les différents secteurs du Ministère.

La deuxième catégorie, celle de l'amélioration de l'exécution et du contrôle du programme, compte six projets portant surtout sur l'examen de procédures et pratiques

administratives ou de méthodes de travail dans le but de mieux orienter la gestion, d'améliorer le processus décisionnel et les méthodes de contrôle, afin d'augmenter la productivité de l'organisation en place. Ces projets d'études découlent de l'existence de certaines déficiences (chevauchements ou duplications) dans la réalisation d'activités, d'un manque de coordination entre les intervenants, de l'absence de lignes de conduite, de normes ou de politiques suffisamment précises, ou de l'inadéquation des méthodes de contrôle ou de travail. Un de ces projets est présenté par la Direction générale du Génie et les cinq autres le sont par la Direction générale des opérations. C'est donc la construction et la conservation du réseau routier qui est l'objet de ce type de projet.

Finalement, la dernière catégorie regroupe cinq projets ayant pour objectifs de doter les gestionnaires d'outils ou d'information additionnelle afin de faciliter la prise de décision concernant la gestion, l'évaluation et la planification de leurs interventions. Un de ces projets provient de la Direction générale des opérations, trois de la Direction générale de l'administration et de la gestion financière et un d'une direction du Bureau du sous-ministre. Ce dernier projet est général à l'ensemble du Ministère.

**2- ANALYSE DES TRAVAUX D'ÉVALUATION DU PLAN 1990-91
PAR DIRECTION GÉNÉRALE**

2. ANALYSE DES TRAVAUX D'ÉVALUATION DU PLAN 1990-1991 PAR DIRECTION GÉNÉRALE

2.1 DIRECTION GÉNÉRALE DU TRANSPORT DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES

Le plan interne d'évaluation 1990-91 de la DGTPM comprend trois projets d'évaluation dont deux nouveaux projets et un projet déjà inscrit au plan ministériel d'évaluation 1989-90 et qui a été reporté à cette année. Ces projets sont répartis dans trois secteurs soit le transport adapté (1), le transport en commun (1) et le transport scolaire(1).

Dans le secteur du transport adapté le projet inscrit au plan 1990-91 vise la révision complète du programme de transport adapté aux personnes handicapées. Après 10 ans d'existence et dans un contexte de compression budgétaire, il est devenu nécessaire de revoir le programme et ses éléments de façon à tenir compte d'une nouvelle réalité: croissance des coûts, nouvelles demandes, absence de suivi... Dans ce contexte, le Service du développement des politiques coordonne pour le MTQ une évaluation du programme de transport adapté aux personnes handicapées. L'évaluation vise à mesurer si le programme a atteint son objectif de répondre aux besoins de transport de cette catégorie de clientèle. Elle porte sur plusieurs aspects du programme soit l'admissibilité des clientèles, le plan de transport, l'organisation des services, la croissance des coûts, l'administration des services, la performance des services et le cadre financier. En plus du Service du développement des politiques qui réalise l'évaluation de certains des aspects énumérés, plusieurs autres Services du Ministère sont appelés à participer. Par exemple, le Service du développement des réseaux de la Direction du développement du transport terrestre des personnes procède à l'évaluation

de l'organisation des services. Une évaluation sur l'admissibilité de la clientèle, déjà inscrite au plan ministériel d'évaluation, a été réalisée par le Service de l'évaluation et de la réglementation de la Direction des programmes d'aide en transport terrestre des personnes.

Dans le secteur du transport en commun un projet d'étude préliminaire de la subvention aux trains de banlieue Montréal-Deux-Montagnes et Montréal-Rigaud a été inscrit au plan d'évaluation 1990-91. Il s'agit d'une analyse coût bénéfice de la modernisation de la ligne de train de banlieue Montréal-Rigaud, en termes d'impacts des investissements en capital réalisés. Cette analyse servira à déterminer si on doit procéder à la modernisation d'une autre ligne. Les aspects de partage des coûts, de tarification et d'intégration des services de transport au réseau de la STCUM seront surtout approfondis.

Le projet envisagé dans le secteur du transport scolaire qui était inscrit au plan ministériel 1989-90 et qui a été reporté à cette année examine la subvention au transport des élèves fréquentant les institutions privées. L'accroissement de cette catégorie de clientèle occasionnée par l'augmentation du nombre d'institutions déclarées d'intérêt public par le ministère de l'Éducation du Québec et l'absence de politique d'ensemble dans la détermination des enveloppes budgétaires ont motivé cette étude. Celle-ci a pour objet de mesurer les coûts réels du transport de ces élèves, de faire le point sur les problèmes rencontrés et de proposer une approche d'ensemble en vue du prochain cadre financier.

PLAN INTERNE D'ÉVALUATION 1990-91
DIRECTION GÉNÉRALE DU TRANSPORT DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES

DIRECTION TITRE DE L'ÉTUDE	MOTIFS	OBJECTIFS	BUDGET DU SECTEUR	D'ÉVALUATION	
				ÉTUDE Ress.-hum. (Pers.-années)	Echéancier
<p>DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT TERRESTRE DES PERSONNES</p> <p>1- Révision du programme d'aide au transport adapté. (87)</p>	<p>Après 10 ans d'existence et dans un contexte de resserrement budgétaire, il est devenu nécessaire de revoir le programme et ses éléments de façon à tenir compte d'une nouvelle réalité: croissance des coûts, nouvelle demande, absence de suivi ...</p>	<p>Évaluer dans quelle mesure le programme a répondu aux besoins des clientèles.</p> <p>Proposer de nouvelles orientations ou des modifications au programme existant.</p>	<p>18M \$</p>	<p>3</p>	<p>1989-11 - 1990-12</p>

PLAN INTERNE D'ÉVALUATION 1990-91
DIRECTION GÉNÉRALE DU TRANSPORT DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES

DIRECTION TITRE DE L'ÉTUDE	MOTIFS	OBJECTIFS	BUDGET DU SECTEUR	D'ÉVALUATION	
				ÉTUDE Ress. -hum. (Pers. -années)	Échéancier
DIRECTION DES PROGRAMMES D'AIDE EN TRANSPORT TERRESTRE DES PERSONNES	La clientèle augmente. Plusieurs institutions sont déclarées d'intérêt public par le MEQ. Règles budgétaires non appuyées sur une politique d'ensemble.	Connaitre les coûts réels. Faire le point sur les problèmes rencontrés et proposer une approche d'ensemble en vue du prochain cadre financier.	335M \$	1	- 1990-09
			225M \$	1	N.D.
2- Évaluation de la subvention au transport des élèves fréquentant les institutions privées. (46)					
3- Étude préliminaire de la subvention aux trains de banlieue Montréal-Deux-Montagnes et Montréal-Rigaud. (88)	La ligne de train de banlieue Montréal-Deux-Montagnes doit être modernisée. L'expérience de la modernisation de la ligne Montréal-Rigaud qui vient d'être complétée peut servir de base.	Vérifier si la subvention à la modernisation des trains de banlieue atteint ses objectifs en termes de partage des coûts, de tarification et d'intégration des services de transport en commun au réseau de la STCUM.			

2.2 DIRECTION GÉNÉRALE DU GÉNIE

La Direction générale du génie a retenu cinq projets d'évaluation dans son plan interne 1990-91, soit quatre nouveaux projets et un inscrit au plan 1989-90, qui n'est pas débuté et qui est reporté au plan actuel. Ces cinq projets sont répartis entre deux directions et un service. Trois d'entre eux portent sur l'évaluation de la performance de programme, un sur l'amélioration de l'exécution et du contrôle du programme et un sur la dotation d'outils d'aide à la gestion. Ils devraient être tous terminés à la fin avril 1991.

Le premier projet vise principalement à améliorer l'exécution et le contrôle du programme visé, à savoir l'étude de la stabilité des pentes. Par ce projet, la Direction des sols et matériaux veut savoir s'il est possible que le service à la clientèle soit augmenté et l'impact sur les coûts de construction minimisé et ce, dans des délais plus courts, en faisant un plus grand appel aux firmes privées. Pour ce, on cherche à déterminer s'il ne serait pas possible d'implanter un processus rapide d'octroi de contrats en passant par une banque de firmes possédant l'expertise requise.

Le second projet, toujours de la Direction des sols et matériaux, propose de développer des indicateurs de productivité relatifs aux dessins de plans de ponts. Ces indicateurs permettront de démontrer l'augmentation potentielle de productivité dans l'éventualité où cette activité serait informatisée.

Le troisième projet, de la Direction des acquisitions, est reporté du plan 1989-90. Il concerne l'évaluation de la performance de programme, plus spécifiquement ici de la

gestion des immeubles excédentaires. On cherche à mesurer l'impact financier de cette activité pour le gouvernement ainsi que les impacts d'une variation du volume d'activité sur la gestion et la satisfaction des clients.

Les deux derniers projets sont présentés par le Service de la sécurité routière et de la signalisation. Ils visent tous les deux l'évaluation de la performance de programme. Le premier projet porte sur le programme d'analyse des sites dangereux. Comme il s'agit d'un nouveau programme, il est important de savoir si la démarche employée permet de bien gérer le programme. Il s'agit donc de vérifier l'efficacité du programme, de mesurer l'efficacité des différents types de ressources impliquées et de déterminer les points qui peuvent être améliorés.

Le dernier projet présenté concerne la conception de plans et devis de mécanique et électricité. Il cherche aussi à vérifier l'efficacité du programme, à mesurer l'efficacité des divers types de ressources et à améliorer si possible le processus.

PLAN INTERNE D'ÉVALUATION 1990-91
DIRECTION GÉNÉRALE DU GÉNIE

DIRECTION TITRE DE L'ÉTUDE	MOTIFS	OBJECTIFS	BUDGET DU SECTEUR	D'ÉVALUATION	
				ÉTUDE Ress.-hum. (Pers.-années)	Échéancier
DIRECTION DES SOLS ET MATÉRIAUX					
1- Étude de stabilité des pentes (98)	Manque d'expertise des firmes privées, dépassement des normes par ces dernières, délais d'attribution de contrats trop long.	Déterminer si le service à la clientèle peut être augmenté par un appel plus grand aux firmes privées. Déterminer l'impact sur les coûts de construction. Voir possibilité d'un processus plus rapide d'appel uniquement à des firmes expertes.	0,34M \$	0,25	1990-04 - 1990-09
2- Évaluation du programme de dessin de ponts (99)	Besoin de mesure de productivité pour connaître l'impact à ce chapitre de l'informatisation de la production de plans.	Développer des indicateurs mesurant le niveau de productivité relatif à l'activité dessins de plans de ponts.	0,12M \$	0,1	1990-02 - 1990-03
DIRECTION DES ACQUISITIONS					
3- Gestion des immeubles excédentaires (50: report de 1989-90)	Croissance dans le temps de l'activité d'aliénation des immeubles excédentaires.	Mesurer l'impact financier de cette activité pour le gouvernement et les impacts d'une variation du volume d'activité sur la gestion et la satisfaction des clients.	1M \$	2,0	1990-04 - 1991-04
SERVICE SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET SIGNALISATION					
4- Programme d'analyse des sites dangereux (100)	Étant donné qu'il s'agit d'un nouveau programme, il faut vérifier si, la démarche utilisée est efficace et efficiente.	Vérifier l'efficacité de ce programme. Mesurer l'efficacité de chaque type de ressource. Déterminer les points à améliorer.	0,25M \$	1	1990-02 - 1991-04
5- Conception de plans et devis de mécanique et électricité (101)	Besoin de vérifier si le système de gestion actuel est efficiente.	Vérifier l'efficacité de ce programme. Mesurer l'efficacité de chaque type de ressource. Déterminer les points à améliorer.	0,4M \$	1	1990-02 - 1991-04

2.3 DIRECTION GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS

La Direction générale des opérations présente 10 nouveaux projets d'évaluation dont huit par la Direction de l'entretien et deux par la Direction de la construction.

Quatre de ces études portent sur l'évaluation de la performance de programme (besoins, résultats, efficience, impacts) notamment sur l'efficience, tandis que cinq autres visent l'amélioration de l'exécution et du contrôle d'un programme, principalement l'évaluation d'un procédé administratif existant; enfin une étude s'attarde à redéfinir l'orientation même du programme concerné.

La réalisation de ces études mobilisera 11,5 personnes-année à la Direction générale des opérations, dont 10,2 à la Direction de l'entretien et 1,3 à la Direction de la construction.

Direction de l'entretien

La Direction de l'entretien présente quatre études d'efficience. Deux d'entre elles mesureront les coûts de l'entretien de la supersignalisation ainsi que les coûts des activités d'entretien de l'éclairage. Ces deux études effectueront une comparaison entre leur gestion actuelle effectuée de façon centralisé et une hypothèse de décentralisation. Par ailleurs, l'étude sur les sous-centres de transports tentera de mesurer les besoins d'agrandissement et/ou de création de sous-centres par rapport à leurs coûts d'implantation. Enfin, l'étude sur l'entretien d'hiver veut développer un modèle de niveau de service qui servira à évaluer le rendement des entrepreneurs à contrat.

Cette direction présente aussi trois études qui cherchent à améliorer le fonctionnement d'un procédé administratif. Les études sur la programmation des couches d'usure et sur la programmation de l'entretien des ouvrages d'art tentent d'introduire dans ces procédés administratifs des critères techniques permettant des programmations axées davantage sur les besoins observés. D'autres part, l'étude de l'année dernière sur les contrats d'enrobés bitumineux a été reportée au plan de cette année suite à une restructuration complète de son orientation. La direction veut identifier les aspects de la décentralisation de cette procédure qui n'ont pas été bien assimilés et qui engendrent des erreurs, et concevoir des outils pour les mesurer et les corriger.

La dernière étude de cette direction porte sur la révision de l'orientation du programme de participation du Ministère au financement de l'entretien des structures sur le réseau municipal.

Direction de la construction

Les deux études présentées par la Direction de la construction visent chacune à améliorer un procédé administratif. L'étude sur les audits de la Direction veut identifier les moyens à mettre en place pour que ces audits aient de meilleurs suivis et de meilleurs impacts, tandis que l'étude de la gestion des plans pour appels d'offres vise à rationaliser ce procédé de façon à minimiser les retards et les délais observés.

PLAN INTERNE D'ÉVALUATION 1990-91
DIRECTION GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS

DIRECTION TITRE DE L'ÉTUDE	MOTIFS	OBJECTIFS	BUDGET DU SECTEUR	D'ÉVALUATION	
				ÉTUDE Ress.-hum. (Pers.-années)	Échéancier
DIRECTION DE L'ENTRETIEN					
Critères de pertinence - immobilisation. (77)	Etre en mesure de répondre aux demandes de création et/ou d'agrandissement des sous-centres de transport.	Développer des indicateurs pour évaluer la pertinence des sous-centres de transport. Mesurer l'impact sur le budget de la création ou de la fermeture d'un sous-centre de transport.	38M \$	1	1990-01 à 1990-12
Programmation des couches d'usure. (78)	Revoir le mode de programmation des couches d'usure selon des critères essentiellement techniques.	Intégrer des éléments techniques à la programmation et bonifier le support informatique.	50M \$	1	1990-02 à 1990-06
La planification et la programmation de l'entretien majeur des ouvrages d'art. (79)	Identifier les correctifs nécessaires à la planification et à la programmation des interventions.	Définir et discerner entre les activités d'entretien et les activités de construction d'ouvrage d'art; Évaluer les modes de planification et de programmation des activités d'entretien d'ouvrage d'art; Évaluer la possibilité de proposer des critères techniques pour évaluer et prioriser les projets d'entretien majeur.	25M \$	3	1989-11 à 1991-06
Révision du taux de participation du Ministère à l'entretien des structures sur le réseau municipal. (80)	Depuis quelques années, les régions inscrivent de plus en plus à leur programmation (programme 5.4) des projets qui nécessitent des réparations coûteuses (plus de 150 000\$) et pour lesquelles nous ne pouvons pas donner suite, faute de budget.	Associer techniquement et financièrement les municipalités à l'entretien des structures sous leur juridiction. Établir un taux de participation juste et raisonnable pour l'entretien des structures sur le réseau municipal.	5M \$	0,5	1990-01 à 1990-02

PLAN INTERNE D'ÉVALUATION 1990-91
DIRECTION GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS

DIRECTION TITRE DE L'ÉTUDE	MOTIFS	OBJECTIFS	BUDGET DU SECTEUR	ÉTUDE D'ÉVALUATION	
				Ress.-hum. (Pers.-années)	Échéancier
Évaluation des activités centralisées d'entretien de supersignalisation. (81)	La supersignalisation est actuellement entretenue à partir d'équipe relevant du Service des équipements et basé à Québec ou à Montréal, ce qui implique des déplacements considérables et des temps improductifs.	Analyser les coûts du mode d'opération centralisé actuel versus un entretien décentralisé qui pourrait soit être effectué par des équipes décentralisées en région ou par le biais de contrats confiés à l'entreprise privée.	1,4M \$	1	1990-04 à 1991-04
Évaluation des activités centralisées d'entretien d'éclairage. (82)	La base opérationnelle pour l'entretien de ces systèmes est centralisée à Québec et à Montréal, ce qui implique des déplacements considérables et des temps improductifs pour entretenir ces systèmes qui sont disséminés à grandeur de la province.	Analyser les coûts du mode d'opération centralisé actuel versus un entretien décentralisé qui pourrait soit être effectué par des équipes décentralisées en région ou dont l'entretien pourrait être confié à contrat à l'entreprise privée.	5M \$	2	1990-01 à 1991-03
Développement d'un modèle du niveau de service pour l'entretien d'hiver. (83)	Actuellement, tout l'entretien d'hiver repose sur le concept de niveau de service et ce, autant l'évaluation du rendement d'un entrepreneur que son paiement.	Mieux définir le concept de niveau de service; Se donner des critères d'évaluation; Développer un modèle/formulaire; Valider et améliorer ce modèle sur certains secteurs témoins; Extensionner ce modèle dans les régions/districts.	45M \$	2	Hiver 1991/1992

PLAN INTERNE D'ÉVALUATION 1990-91
DIRECTION GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS

DIRECTION TITRE DE L'ÉTUDE	MOTIFS	OBJECTIFS	BUDGET DU SECTEUR	D'ÉVALUATION	
				ÉTUDE Ress.-hum. (Pers.-années)	Échéancier
La décentralisation des contrats d'enrobé bitumineux et des V-5 s'y rapportant. (84)	Plusieurs erreurs sont rencontrées (politiques, procédures, prix, ...) sur les devis d'enrobé bitumineux suite à la décentralisation de la négociation de ces contrats.	Fournir aux autorités et aux régions/districts les outils pour informer et corriger les erreurs rencontrées sur les devis; Connaître et réagir aux raisons invoquées pour rédiger des V-5.	50M \$	0,25	1990-06
DIRECTION DE LA CONSTRUCTION					
Retombées des différents audits de la Direction. (85)	Les retombées des audits n'ont jamais été évaluées et les actions qui ont suivies n'ont pas nécessairement tout l'impact voulu.	Évaluer l'impact actuel des audits, étudier les avenues possibles pour atteindre une meilleure efficacité et mettre en oeuvre les moyens proposés.	40M \$	1	1990-04 à 1991-04
Gestion des plans pour appel d'offres. (86)	Des délais imputables à la réquisition de plans amènent des retards parfois importants et coûteux dans le processus d'appel d'offres.	Connaître les délais en fonction du fournisseur, se fixer des délais réalistes, prendre les mesures qui s'imposent dans les cas où le délai est dépassé.	6M \$	.3	1990-04 à 1991-03

2.4 DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION FINANCIÈRE

Dans le cadre de son plan interne d'évaluation 1990-91, la DGAGF a inscrit quatre projets dont trois seront réalisés par la Direction des contrats et approvisionnement et un par la Direction des ressources humaines.

Les projets de la Direction des contrats et de l'approvisionnement porteront sur l'activité de publication et diffusion des appels d'offres dans les journaux, sur les procédures d'octroi des contrats et sur l'activité de l'approvisionnement. Ces trois projets sont: le projet "Publication et diffusion des appels d'offres", le projet "Indicateurs de gestion" et le projet "Gestion intégrale de la qualité relative au secteur fournisseur".

L'objet de l'évaluation sur la publication et la diffusion des appels d'offres est de mesurer la visibilité et les coûts de nos appels d'offres. Il s'agit donc d'évaluer l'efficacité et l'efficience du système actuel en fonction des limites et des besoins imposés par la réglementation.

Le projet de construction d'indicateurs de gestion sur les procédures d'octroi de contrats vise à fournir aux gestionnaires de l'information relative à l'avancement de leur demande d'octroi de contrat. Les gestionnaires connaîtront ainsi rapidement où en est rendue leur demande d'octroi de contrat et ceci en fonction d'un échéancier établi à l'avance. Il s'agit donc de construire un système de suivi des procédures de contrats tout en permettant d'estimer le temps normal de réalisation des étapes ultérieures.

Le projet de gestion intégrale de la qualité vise à élaborer une politique de gestion de la qualité des produits et services obtenus de nos fournisseurs. Cette politique devrait nous permettre d'obtenir des produits et des services de qualité au meilleur coût.

Les ressources humaines qui seront consacrées à ces trois projets (1,5 personne-année au total) sont respectivement de 0,3 personne-année pour le projet des publications et diffusion des appels d'offres, de 0,2 personne-année pour le projet d'indicateurs de gestion et de 1 personne-année pour le projet de gestion intégrale de la qualité relative au secteur fournisseur.

A l'exception du projet de la gestion intégrale de la qualité qui s'étendra sur trois années, les deux autres projets devraient être réalisés en 1990-91.

Le projet de la Direction des ressources humaines qui a comme thème l'évaluation de la semaine ministérielle sur la santé et la sécurité au travail 1990, est réalisé annuellement et a comme objectif d'évaluer la pertinence et le degré de satisfaction à l'égard des activités mises en branle durant cette semaine. Cette activité vise à réduire le nombre de lésions professionnelles et le maintien d'un milieu de travail sain et sécuritaire, et à développer des comportements préventifs chez tous les employés du Ministère.

PLAN INTERNE D'ÉVALUATION 1990-91
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION FINANCIÈRE

DIRECTION TITRE DE L'ÉTUDE	MOTIFS	OBJECTIFS	BUDGET DU SECTEUR	D'ÉVALUATION	
				Ress.-hum. (Pers.-années)	Échéancier
DIRECTION DES CONTRATS ET DE L'APPROVISIONNEMENT					
Gestion intégrale de la qualité relative au secteur fournisseur. (89)	Le service de l'approvisionnement a un rôle important vis-à-vis des fournisseurs pour contrer les coûts reliés à la non-qualité.	Élaborer une politique globale de gestion de la qualité pour s'assurer que le Ministère obtienne de ses fournisseurs des produits et des services de qualité au meilleur coût.	120M \$	1	1990-01 - 1993-01
Publication et diffusion des appels d'offres. (90)	Des soumissionnaires potentiels ont mentionné ne pas avoir pris connaissance de certains appels d'offres touchant des secteurs particuliers. Les coûts importants de ce programme nous amènent à s'interroger...	Évaluer l'efficacité et l'efficience du système actuel en fonction des besoins et des limites imposées par la réglementation. Évaluer le support alternatif permettant d'atteindre des résultats identiques et supérieurs pour cette activité.	720,000 \$	0,3	1990-01 - 1991-02
Indicateurs de gestion sur l'octroi de contrats. (91)	Informar les gestionnaires sur l'état d'avancement de leurs demandes d'octroi de contrat, de voir à l'avancement en fonction d'échéanciers établis et pouvoir effectuer les recommandations pour améliorer l'efficacité et l'efficience de ces activités.	Construire un système de suivi des procédures d'octroi de contrats. Permettre d'estimer le temps normal pour les étapes ultérieures jusqu'à la signature des contrats.	400,000 \$	0,2	1990-01 - 1991-02
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES					
Évaluation de la semaine ministérielle santé et sécurité 1990. (97)	Connaitre le degré de satisfaction des participants aux séances d'information sur le contenu tant sur le contenu que les outils de communication utilisés.	Évaluer l'activité pour mieux répondre aux besoins des secteurs.	3,000 \$	0,08	1990-07 - 1990-09

2.5 DIRECTIONS DU BUREAU DU SOUS-MINISTRE

La Direction des communications et le Service de l'évaluation des programmes sont les deux seules unités administratives relevant du sous-ministre à soumettre des projets pour le plan d'évaluation 1990-91. Présentée au plan de 1989-90, l'étude de la Direction des communications est reportée au plan de 1990-91 alors que les quatre projets du SEP sont tous de nouveaux projets.

La Direction des communications examinera l'efficacité de ses différentes activités de communication (volet externe). Cette étude devrait lui permettre de vérifier la pertinence des moyens développés en relation avec les attentes des clientèles externes, de développer des outils de rétro-information plus systématiques et de réaliser des activités mieux adaptées aux besoins de la clientèle. Cette étude devrait se terminer en novembre 1989. L'étude sur l'efficacité des moyens de communication (volet interne) dont les objectifs étaient de mesurer l'efficacité des activités de communication et la satisfaction de la clientèle ainsi que de développer des outils de rétro-informations plus systématiques sera complétée en août 1989.

En plus de produire un troisième recueil d'indicateurs sur les programmes du MTQ, le Service de l'évaluation des programmes (SEP) se propose de réaliser trois études d'évaluation en 1990-91. Une première porte sur le programme d'assurance qualité appliqué au bitume et au bois traité. Cette étude présentée au plan 1989-90 par la Direction générale du génie et sa Direction des sols et matériaux sera réalisée à leur demande par le SEP. Dans le but d'améliorer le processus de la programmation annuelle régionale des projets de construction routière, le SEP procédera à une analyse des

projets inscrits. L'analyse portera sur le degré de respect des décisions de programmation, c'est-à-dire sur la cohérence des priorités dans le temps en tenant compte des échéanciers techniques. Enfin une étude sur le transport routier des matières dangereuses sera réalisée dans le cadre d'un programme d'échange de fonctionnaires entre la France et le Québec. Cette étude a pour objectifs d'évaluer la pertinence de la réglementation, les résultats des contrôles, l'offre de formation, l'implication des divers intervenants et la pertinence de leurs actions.

PLAN INTERNE D'ÉVALUATION 1990-91
DIRECTIONS DU BUREAU DU SOUS-MINISTRE

DIRECTION TITRE DE L'ÉTUDE	MOTIFS	OBJECTIFS	BUDGET DU SECTEUR	ÉTUDE D'ÉVALUATION	
				Ress.-hum. (Pers.-années)	Échéancier
<p>DIRECTION DES COMMUNICATIONS</p> <p>1- Efficacité des moyens de communication (volet externe). (Report de 1989-90). (61)</p>	<p>La direction ne dispose pas de moyens suffisants pour vérifier l'efficacité et l'efficience de ses activités et produits destinés à la clientèle externe.</p>	<p>Mesurer l'efficacité des activités de communication.</p> <p>Développer des outils de rétro-information plus systématiques.</p> <p>Réaliser des activités et produits mieux adaptés.</p>	<p>1,1M \$</p>	<p>0,5</p>	<p>1990-04 - 1991-04 (révisé)</p>
<p>SERVICE DE L'ÉVALUATION DES PROGRAMMES</p> <p>2- Programme d'assurance de la qualité appliqué au bitume et au bois traité. (92)</p>	<p>Compte tenu de la mise en place du programme depuis déjà 10 ans, il est important de vérifier l'application des contrôles de qualité (rapports techniques, ...) pour chacune des divisions du Service; de se questionner sur l'atteinte des objectifs, l'efficience, la pertinence et l'impact de mesures de contrôle appliquées.</p>	<p>Déterminer tout écart de fonctionnement entre les deux divisions du Service. Évaluer le degré de satisfaction des clients.</p> <p>Déterminer les irritants chez les fournisseurs.</p>	<p>26,7M \$</p>	<p>0,6</p>	<p>1990-02 - 1990-08</p>
<p>3- Troisième recueil d'indicateurs de programmes. (93)</p>	<p>Mise à jour des indicateurs du premier recueil et développement d'indicateurs de qualité et de sécurité.</p>	<p>Fournir une information additionnelle sur la performance des différents programmes.</p> <p>Favoriser le développement de l'évaluation au Ministère.</p>		<p>0,5</p>	<p>1990-09 - 1991-03</p>

PLAN INTERNE D'ÉVALUATION 1990-91
DIRECTIONS DU BUREAU DU SOUS-MINISTRE

DIRECTION TITRE DE L'ÉTUDE	MOTIFS	OBJECTIFS	BUDGET DU SECTEUR	ÉTUDE D'ÉVALUATION	
				Ress.-hum. (Pers.-années)	Échéancier
4- Programmation annuelle régionale des projets de construction. (94)	Les besoins d'intervention sur le réseau routier régional dépassent la capacité financière du MTQ. Il en résulte une surprogrammation et des dérogations à cette programmation. Ces deux phénomènes peuvent avoir des effets sur le processus de préparation de projets.	Analyser les projets régionaux dès leur première inscription au plan d'équipement jusqu'à leur réalisation. Cette analyse portera sur le degré de respect des décisions de programmation, c'est-à-dire sur la cohérence des priorités dans le temps tout en tenant compte des échéanciers techniques.	111,5M \$	0,5	1990-03 - 1990-08
5- Transport routier de matières dangereuses. (95)	Les risques afférents à ce type de transport, une certaine complexité de la réglementation, une multiplicité des intervenants en matière de contrôle et les besoins de formation des divers intervenants.	Évaluer la pertinence de la réglementation, les résultats des contrôles, l'offre de formation, l'implication des divers intervenants et la pertinence de leurs actions.		0,5	1990-01 - 1990-07

3- BILAN D'ENSEMBLE DES TRAVAUX D'ÉVALUATION

3. BILAN D'ENSEMBLE DES TRAVAUX D'ÉVALUATION

Au cours des mois de janvier et février, le Service de l'évaluation des programmes (SEP) a effectué, auprès des interlocuteurs des différentes directions et services du Ministère, un suivi des travaux d'évaluation encore actifs après le dernier suivi de juillet 1989.

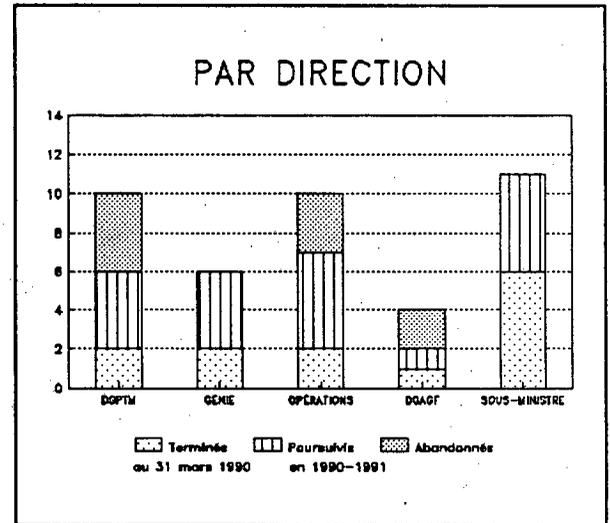
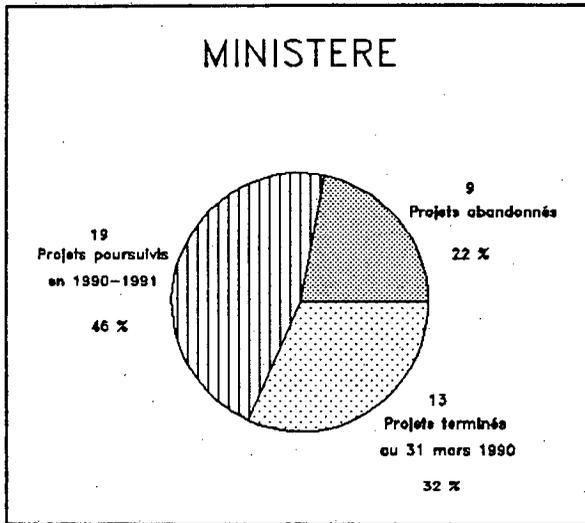
Le suivi concerne 41 projets. De ces projets, 12 étaient inscrits au plan 1988-89, 28 au plan 1989-90, et un s'est ajouté au plan 1989-90 depuis le suivi de juillet. Ne sont pas comptabilisés les projets déclarés terminés lors du suivi de juillet 1989 ou non débutés et reportés au plan 1990-91.

Sur le total de 41 projets, 13 projets sont terminés ou le seront avant avril 1990 et 19 projets se poursuivront en 1990-91. Neuf projets ont été abandonnés, trois projets ne sont plus inscrits au plan 1989-90 car non débutés et reportés au plan 1990-91.

ÉTAT DE RÉALISATION DU PLAN MINISTÉRIEL D'ÉVALUATION 1989-90

Directions générales	Projets inscrits	Projets terminés * au 31 mars 1990	Projets poursuivis	Projets abandonnés
Transport des personnes et des marchandises	10	2	4	4
Génie	6	2	4	0
Opérations	10	2	5	3
Administration et gestion financière	4	1	1	2
Bureau du sous-ministre	11	6	5	0
	<u>41</u>	<u>13</u>	<u>19</u>	<u>9</u>

* 9 projets terminés au 1er mars 1990.



3.1 PROJETS TERMINÉS

Les neuf projets terminés en date du suivi, ont nécessité au total 6 personnes-année pour leur réalisation, soit en moyenne 0,7 personne-année par projet. Peu de modifications ont été apportées au contenu initial et dans quelques cas il y a eu un dépassement, se limitant généralement à quelques mois, de la durée prévue de l'étude. Une seule exception, le projet du Service de l'évaluation des programmes portant sur les interventions du MTQ dans l'exploitation des aéroports dont l'échéance a été reportée d'environ huit mois faute de ressources.

Cinq projets portaient sur l'examen de la performance du programme. Les recommandations du rapport d'évaluation sur la politique d'admissibilité de la clientèle du transport adapté visent à modifier cette politique et ses objectifs ainsi qu'à resserrer et à uniformiser sa gestion et son suivi. L'étude sur la gestion intégrale de la qualité des essais de laboratoire a permis d'établir une meilleure coordination de

la qualité au Laboratoire central de même que des propositions de modifications aux règles du fichier des fournisseurs visant à promouvoir le niveau de qualité des firmes inscrites. De plus, une concertation avec l'Association des laboratoires d'essais du Québec est engagée en vue de mettre en vigueur un manuel pour tous les laboratoires inscrits au fichier. L'étude d'évaluation de la "semaine ministérielle santé et sécurité au travail 1989" a démontré que l'on avait réussi à sensibiliser le personnel du Ministère à la prévention des lésions professionnelles. Le taux de participation a été évalué à 90% et le taux de satisfaction relatif au contenu à 79%. Le projet portant sur l'efficacité des moyens de communication (volet interne) visait à mesurer la satisfaction des gestionnaires à l'égard des activités de la Direction des communications. Les principales recommandations portent sur le développement d'un système de rétroinformation, sur une plus grande collaboration entre les deux services de la Direction, ainsi que sur la mise sur pied d'une porte d'entrée unique des demandes de production et de services conseil. Le dernier projet de cette catégorie, l'étude des interventions du MTQ dans l'exploitation des aéroports, traite de la place du MTQ et du gouvernement du Québec dans l'exploitation aéroportuaire, de la vocation des aéroports sous la responsabilité du MTQ ainsi que du trafic, des infrastructures, de l'équipement et de la gestion de ces aéroports. Des comparaisons sont faites avec des aéroports de Transports Canada et de l'Ontario. Suite aux constatations de l'étude, il est recommandé, entre autres: d'établir une politique d'intervention dans le domaine aéroportuaire, de doter les aéroports de plans directeurs, de confier la responsabilité de la coordination au Service du transport aérien, de voir s'il est possible d'établir une politique de tarification, de rationaliser l'emploi de certaines ressources et certains aspects de l'exploitation, procéder à la fermeture

ou, à tout le moins, de retirer tout soutien financier à l'aéroport de Mingan, reporter en 1994 toute décision quant à la nature du projet de rénovation à réaliser à Kuujjuarapik, et de comptabiliser au programme transport aérien (7.2) toutes les dépenses encourues pour les aéroports.

Les quatre autres projets terminés portent sur l'amélioration de l'exécution et du contrôle du programme. Le projet sur l'emploi et les tâches des chauffeurs dans les services de transport adapté opérant en régie a permis de décrire les conditions de travail des chauffeurs, leurs tâches ainsi que leur profil socio-économique. Suite à l'étude descriptive, il est recommandé: de confier à un spécialiste un mandat de description des tâches du chauffeur tenant compte de l'élément sécurité, et de fournir de la formation ou du recyclage selon le cas aux chauffeurs en intégrant le secourisme comme matière et d'actualiser leurs avantages sociaux avec ceux accordés dans le domaine du transport des personnes.

À la suite de la révision de la politique d'inspection des ponts, il a été décidé que chaque membrure de pont recevrait une cote lors de l'inspection et que chaque inspecteur recevrait une formation spéciale pour exécuter son travail. Les méthodes d'inspection ont été révisées et le programme de formation approuvé.

L'étude sur la refonte et la réorganisation des directives de la Direction générale des opérations a permis de diminuer le nombre de directives, d'annuler les directives caduques, de créer un système de gestion et de fixer les sujets devant faire l'objet de directives. Par ailleurs, l'étude de l'analyse des soumissions de construction a conduit, à partir de la vérification et de l'analyse du mode actuel, à déterminer une procédure uniforme nouvelle. Il y aura donc

uniformisation de l'activité ainsi qu'une amélioration dans l'exécution de celle-ci.

3.2 PROJETS QUI SERONT TERMINÉS AVANT AVRIL 1990

Quatre autres études devraient se terminer avant avril 1990. Il s'agit du projet sur les activités d'arpentage, du sondage sur le niveau de satisfaction des usagers du réseau routier, du deuxième recueil d'indicateurs de programme et des indicateurs du Service aérien gouvernemental (S.A.G.).

3.3 PROJETS POURSUIVIS EN 1990-91

Les 19 projets déjà engagés qui se poursuivront en 1990-91 se répartissent entre toutes les directions générales et les directions du sous-ministre. Aucun de ces projets ne devrait être complété entre avril et juin 1990 alors que 16 projets devraient être finalisés entre juillet 1990 et avril 1991. Trois projets se termineront plus tard en 1991. Un peu plus de la moitié de ces projets ont dû être prolongés de quelques mois alors que les autres se poursuivent tel qu'il avait été prévu au plan initial.

3.4 PROJETS ABANDONNÉS

Neuf projets ont été abandonnés. Quatre l'ont été à la Direction générale du transport des personnes et des marchandises soit par manque de ressources disponibles soit parce que remplacés par des projets similaires. Il s'agit des projets portant sur le cadre d'évaluation de la subvention à l'exploitation versée aux organismes publics de transport en commun (OPT), sur le cadre d'évaluation de la subvention aux trains de banlieue Montréal Deux-Montagnes et Montréal St-Hilaire, sur le cadre d'évaluation de la subvention relative

à la compensation tarifaire ainsi que sur les activités liées au développement du programme de transport adapté.

Trois projets ont été abandonnés à la Direction générale des opérations (Direction de l'entretien) soit à cause d'une réorganisation administrative soit parce qu'ils ont été remplacés par de nouveaux projets. Il s'agit des projets portant sur la décentralisation des contrats négociés d'enrobés bitumineux, sur le programme de marquage longitudinal des chaussées et sur le programme de signalisation aérienne sur route.

Les deux autres projets abandonnés l'ont été à la Direction générale de l'administration et de la gestion financière soit parce qu'une étude similaire était produite ailleurs soit à cause de l'introduction de nouvelles orientations. Il s'agit du projet sur la politique de gestion des cadres supérieurs et de celui sur l'exploitation des systèmes opérationnels.

4- BILAN DES TRAVAUX D'ÉVALUATION PAR DIRECTION GÉNÉRALE

4. BILAN DES TRAVAUX D'ÉVALUATION PAR DIRECTION GÉNÉRALE

4.1 DIRECTION GÉNÉRALE DU TRANSPORT DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES

Des 10 projets actifs¹ au dernier suivi à la DGTPM quatre étaient inscrits au plan ministériel 1988-89 et six au plan ministériel 1989-90. Parmi ces projets, quatre sont en cours, deux sont terminés et quatre ont été abandonnés.

Trois des quatre projets en cours de réalisation sont inscrits par la Direction des programmes d'aide en transport des personnes ils concernent les secteurs du transport adapté(1) et du transport en commun (2). Le dernier projet en cours est présenté par la Direction du transport maritime, aérien et ferroviaire.

Projets
inscrits

10

Projets
terminés au
31 mars 1990

2

Projets
poursuivis
en 1990-91

4

Projets
abandonnés

4

1. Une étude inscrite au plan ministériel 1988-89 ne fait pas partie de ce suivi car elle vient d'être reportée au plan ministériel 1990-91. Cette étude concerne l'évaluation de la subvention au transport des élèves fréquentant les institutions privées (voir le plan ministériel 1990-91, page 14).

Le projet en cours dans le secteur du transport adapté concerne l'évaluation des points de service hors-territoire. Ce projet qui a été inscrit au plan d'évaluation 1988-89 a subi des modifications quant aux aspects à évaluer. Ainsi l'étude d'évaluation ne se limite plus aux points de service hors-territoire, et s'est élargie pour analyser l'ensemble des déplacements et leur éloignement des points de service. Ces modifications se basent sur le fait que la longueur des déplacements est davantage problématique que le fait qu'un point de service soit ou non situé hors-territoire. Par ailleurs, l'échéancier de cette étude d'évaluation a été révisé de sorte que le projet devrait se terminer en juin 1990.

Le deuxième projet en cours s'inscrit dans le cadre de la révision du programme d'aide au transport en commun et porte sur l'évaluation, après sept ans d'application, du programme d'aide aux organismes municipaux et intermunicipaux de transport (OMIT). Il s'agit surtout de mesurer si les objectifs de ce programme ont été atteints. L'étude préliminaire est en phase d'adoption et l'étude d'évaluation devrait se terminer en décembre 1990.

Le troisième projet en cours concerne l'évaluation du projet expérimental de transport à la Régie intermunicipale de transport en commun du Centre de la Mauricie (RITCCM). Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'évaluation du programme d'aide aux OMIT. L'étude d'évaluation est complétée à 80% et une bonne partie du rapport est déjà rédigée. Le projet devrait se terminer en avril 1990.

Le dernier projet en cours, présenté par la Direction du transport maritime, aérien et ferroviaire, porte sur l'évaluation d'un système de suivi des ententes et contrats de service. Comparativement au projet présenté initialement le

mandat de l'évaluation s'est élargi pour englober tous les types de contrats dont le Service du transport maritime doit assurer la gestion. L'évaluation est pratiquement terminée et le rapport est en préparation. De plus, l'élaboration et la réalisation du plan de mise en oeuvre sont aussi bien engagées. Le projet doit se terminer en avril 1990.

Les deux projets terminés touchent le secteur du transport adapté aux personnes handicapées, il s'agit de l'évaluation de la politique d'admissibilité et de l'évaluation de l'emploi et des tâches des chauffeurs dans les services de transport adapté opérant en régie.

En ce qui concerne l'évaluation de la politique d'admissibilité, les recommandations du rapport visent une modification en profondeur de la politique d'admissibilité. En résumé, l'étude d'évaluation a démontré que la politique d'admissibilité et ses objectifs doivent être révisés. De plus, un resserrement et une uniformisation de la gestion et du suivi de la politique ont aussi été recommandés.

L'évaluation de l'emploi et des tâches des chauffeurs a permis de mieux cerner l'importance de la valeur du travail de chauffeur. Les recommandations du rapport d'évaluation touchent l'amélioration des conditions de travail. Toutefois, les restrictions budgétaires peuvent compromettre la réalisation de ces recommandations.

Finalement quatre études inscrites aux plans ministériels antérieurs, mais qui n'étaient pas encore commencées, ont été abandonnées. Trois de ces études touchaient la préparation de cadres d'évaluation sur des aspects concernant le transport en commun. Il s'agit des cadres d'évaluation de la subvention à l'exploitation versée aux organismes publics de transport en

commun, de la subvention relative à la compensation tarifaire et de la subvention aux trains de banlieue Montréal Deux-Montagnes et Montréal St-Hilaire. Le premier projet a été abandonné compte tenu des priorités de la Direction. Lorsque d'autres projets d'évaluation seront terminés, le projet pourrait éventuellement être réinscrit à un prochain plan d'évaluation. Par ailleurs, les deux autres projets qui ont été abandonnés ont été remplacés par des projets touchant les mêmes aspects mais avec des mandats moins larges. Il s'agit du projet de l'analyse du coût du programme de subvention relative à la compensation tarifaire pour le MTQ, la STRSM, la STL et la municipalité de Longueuil, qui a été inscrit au plan 1989-90 et est présentement terminé, et du projet d'étude préliminaire de la subvention aux trains de banlieue inscrit au plan 1990-91.

Enfin, le dernier projet qui a été abandonné devait évaluer les activités liées au développement du transport adapté. Toutefois, le Service du développement des réseaux qui avait initié ce projet participe actuellement à l'évaluation du programme de transport adapté présenté au plan ministériel 1990-1991 par le Service du développement des politiques.

SUIVI DU PLAN INTERNE D'ÉVALUATION 1989-90
DIRECTION GÉNÉRALE DU TRANSPORT DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES

SECTEUR D'INTERVENTION	OBJECTIF GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE (SYNTHÈSE)	STATUT	ÉCHÉANCIER	COMMENTAIRES
<p>DIRECTION DES PROGRAMMES D'AIDE AU TRANSPORT DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES</p> <p>Transport adapté</p> <p>Plan 1988-89</p> <p>1- P o l i t i q u e d'admissibilité de la clientèle. (1)</p> <p>2- Services hors territoire. (2)</p>	<p>Déterminer l'atteinte et la pertinence des objectifs de la politique.</p> <p>Proposer des correctifs tant au niveau de la raison d'être et de son contenu que de la façon dont elle est appliquée.</p> <p>Évaluer les déplacements en fonction de l'éloignement des points de service.</p> <p>Évaluer les coûts.</p> <p>Dégager des orientations en vue de l'élaboration d'une politique qui tient compte de cette caractéristique d'éloignement.</p>	<p>Terminé</p> <p>En cours.</p>	<p>1990-02 (révisé)</p> <p>1990-06 (révisé)</p>	<p>L'étude d'évaluation est terminée et le rapport final devrait être déposé à la fin février 1990.</p> <p>Des modifications ont été apportées quant aux aspects à évaluer. L'étude d'évaluation ne se limite plus aux points de service hors-territoire mais s'intéresse aussi à l'éloignement des points de service.</p>

SUIVI DU PLAN INTERNE D'ÉVALUATION 1989-90
 DIRECTION GÉNÉRALE DU TRANSPORT DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES

SECTEUR D'INTERVENTION	OBJECTIF GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE (SYNTHÈSE)	STATUT	ÉCHÉANCIER	COMMENTAIRES
<p>Plan 1989-90</p> <p>3- Masse salariale des chauffeurs. (72)</p>	<p>Élaborer une description de tâches et une échelle salariale correspondante.</p>	<p>Terminé.</p>	<p>1989-10 (révisé)</p>	<p>Au terme de cette étude d'évaluation, des recommandations ont été faites concernant l'amélioration des conditions de travail. Toutefois, les restrictions budgétaires compromettent la réalisation de ces recommandations.</p>

SUIVI DU PLAN INTERNE D'ÉVALUATION 1989-90
DIRECTION GÉNÉRALE DU TRANSPORT DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES

SECTEUR D'INTERVENTION	OBJECTIF GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE (SYNTHÈSE)	STATUT	ÉCHÉANCIER	COMMENTAIRES
<p>Transport en commun</p> <p>Plan 1988-89</p> <p>4- Cadre d'évaluation de la subvention à l'exploitation versée aux organismes publics de transport en commun (OPT). (41)</p> <p>Plan 1989-90</p> <p>5- Cadre d'évaluation de la subvention aux trains de banlieue, Montréal Deux-Montagnes et Montréal St-Hilaire. (47)</p> <p>6- Cadre d'évaluation de la subvention relative à la compensation tarifaire. (45)</p>	<p>Prévoir et assurer à l'avance la disponibilité des données pertinentes à l'évaluation.</p> <p>Prévoir et assurer à l'avance la disponibilité des données pertinentes à l'évaluation.</p> <p>Prévoir et assurer à l'avance la disponibilité des données pertinentes à l'évaluation.</p>	<p>Abandonné</p> <p>Abandonné</p> <p>Abandonné</p>		<p>Ce projet a été abandonné compte tenu des autres priorités. Il sera possiblement réinscrit dans un plan ultérieur.</p> <p>Un projet concernant le train de banlieue, mais avec un mandat moins large a été présenté au plan ministériel 1990-91. Il s'agit de "l'Étude préliminaire de la subvention au train de banlieue Montréal-Rigaud et CN -Deux-Montagnes".</p> <p>L'étude "Analyse du coût programme de subvention relative à la compensation tarifaire pour le MTQ, la STRSM, la STL et la municipalité de Longueuil" inscrit et complété au plan ministériel 1989-90 a remplacé ce projet.</p>

SUIVI DU PLAN INTERNE D'ÉVALUATION 1989-90
DIRECTION GÉNÉRALE DU TRANSPORT DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES

SECTEUR D'INTERVENTION	OBJECTIF GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE (SYNTHÈSE)	STATUT	ÉCHÉANCIER	COMMENTAIRES
<p>7- Évaluation du programme d'aide aux organismes municipaux et intermunicipaux de transport (OMIT). (39)</p>	<p>Évaluer l'atteinte des objectifs.</p> <p>Voir si les règles de fonctionnement répondent à l'atteinte des objectifs.</p>	<p>En cours</p>	<p>1990-12 (révisé)</p>	<p>L'étude préliminaire est en phase d'adoption, une seconde version a été présentée pour approbation. Par ailleurs, l'exécution de l'évaluation ne pourra débuter qu'après autorisation.</p>
<p>8- Évaluation du programme d'aide aux organismes municipaux et intermunicipaux de transport volet Régie intermunicipale de transport en commun du Centre Mauricie. (74)</p>	<p>Analyser l'expérience de la RITCCM.</p>	<p>En cours</p>	<p>1990-04</p>	<p>L'étude d'évaluation est complétée à 80%. Le tiers du rapport est rédigé.</p>

SUIVI DU PLAN INTERNE D'ÉVALUATION 1989-90
DIRECTION GÉNÉRALE DU TRANSPORT DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES

SECTEUR D'INTERVENTION	OBJECTIF GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE (SYNTHÈSE)	STATUT	ÉCHÉANCIER	COMMENTAIRES
<p>DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT TERRESTRE DES PERSONNES</p> <p>Plan 1988-89</p> <p>9- Activités liées au développement du programme de transport adapté. (6)</p>	<p>Améliorer la productivité des activités liées à la planification, au développement et à l'évaluation des services.</p> <p>S'assurer de l'adéquation entre les ressources humaines et les tâches à réaliser.</p> <p>Assurer une meilleure utilisation des fonds consacrés au programme.</p>	<p>Abandonné</p>		<p>Ce projet a été abandonné au niveau de l'étude préliminaire. Toutefois, la Direction du développement du transport terrestre des personnes a inscrit au plan ministériel 1990-91, un projet d'évaluation du programme de transport adapté. Les analyses et effectifs ont été rapatriés pour participer à ce nouveau projet.</p>
<p>DIRECTION DU TRANSPORT MARITIME, AÉRIEN ET FERROVIAIRE</p> <p>Plan 1989-90</p> <p>10- Le système de suivi des ententes et contrats de service. (44)</p>	<p>Assurer un meilleur suivi. Mieux coordonner nos opérations en rapport avec la gestion des ententes et contrats.</p>	<p>En cours</p>	<p>Avril 1990</p>	<p>L'évaluation est pratiquement terminée et le rapport est en préparation. Le retard dans l'échéancier est attribuable aux points suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - élargissement de l'évaluation; - le développement d'un système de suivi de contrats par la Direction des systèmes.

4.2 DIRECTION GÉNÉRALE DU GÉNIE

Le seul projet encore inscrit au plan 1988-89 de la Direction générale du génie se poursuit en 1990-91. Des cinq projets encore inscrits au plan 1989-90, deux sont terminés et les trois autres se poursuivent en 1990-91. En résumé, depuis le suivi de juillet 1990, deux projets se sont terminés et quatre se poursuivent toujours. Aucun projet n'est abandonné.

Projets inscrits	Projets terminés au 31 mars 1990	Projets poursuivis en 1990-91	Projets abandonnés
6*	2	4	0

Deux projets sont donc terminés, soit celui de la Direction des sols et matériaux ayant trait à la gestion intégrale de la qualité des essais de laboratoire et celui de la Direction des structures portant sur la révision de la politique d'inspection des ponts.

Dans le premier cas, on constate déjà certains résultats tangibles à l'évaluation à savoir une meilleure coordination dans l'activité assurance de la qualité des essais de laboratoire; une proposition de modifications des règles du fichier des fournisseurs visant à promouvoir le niveau de qualité des firmes inscrites, et la concertation pour la mise

* Du plan 1989-90, deux projets non débutés ont été reportés au plan 1990-91. Un relève toujours de la Direction des acquisitions alors que la responsabilité de l'autre revient maintenant au Service de l'évaluation des programmes. Ces deux projets comme les trois déclarés terminés lors du suivi de juillet 1989 ne sont pas comptabilisés ici.

en vigueur d'un manuel d'assurance de la qualité pour tous les laboratoires inscrits. Il en est de même pour la seconde évaluation terminée où il a été décidé que chaque membrure de pont recevra une cote lors de l'inspection et que chaque inspecteur devra être formé en fonction d'un programme objectif d'inspection des structures, lequel programme est déjà en voie d'élaboration.

L'étude de la Direction de la circulation et des aménagements portant sur les activités d'amélioration du paysage routier voit son échéance repoussée d'un an. L'étude préliminaire a permis de constater que le groupe de travail devra être élargi pour inclure des gens de la Direction générale des opérations.

L'échéance du projet de la Direction des sols et matériaux inscrit au plan 1988-89 et ayant trait à l'élaboration d'une politique sur la fourniture de matériaux (granulats) pour les projets routiers est repoussée. Des aspects supplémentaires seront évalués. Du plan 1989-90, outre le projet terminé, l'autre projet inscrit de cette direction concerne l'évaluation de la capacité structurale de la chaussée sur les routes numérotées. L'étude se poursuit tel que prévu.

Le projet portant sur la révision des normes d'éclairage inscrit au plan 1989-90 relevait auparavant de la Direction des structures. Suite à des changements dans l'organisation de la Direction générale du génie, il est maintenant de la responsabilité du Service de la sécurité routière et de la signalisation.

SUIVI DU PLAN INTERNE D'ÉVALUATION 1989-90
DIRECTION GÉNÉRALE DU GÉNIE

SECTEUR D'INTERVENTION	OBJECTIF GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE (SYNTHÈSE)	STATUT	ÉCHÉANCIER	COMMENTAIRES
<p>DIRECTION DE LA CIRCULATION ET DES AMÉNAGEMENTS</p> <p>Plan 1989-90</p> <p>1- Activités d'amélioration du paysage routier. (48)</p>	<p>Dégager une orientation ministérielle. Établir des normes en fonction des efforts budgétaires qui seront consentis.</p>	<p>En cours</p>	<p>1991-04 (révisé)</p>	<p>L'échéance de l'étude est repoussée. Le groupe de travail devra être élargi suite aux constatations de l'étude préliminaire.</p>
<p>DIRECTION DES SOLS ET MATÉRIAUX</p> <p>Plan 1988-89</p> <p>2- Élaboration d'une politique sur la fourniture de matériaux (granulats) pour les projets routiers. (10)</p>	<p>Élaborer une politique sur la fourniture de matériaux pour les projets routiers (entretien et construction)</p>	<p>En cours</p>	<p>1991-12 (révisé)</p>	<p>L'échéance de l'étude est repoussée. Des aspects supplémentaires seront évalués.</p>
<p>Plan 1989-90</p> <p>3- Activité d'évaluation de la capacité structurale de la chaussée sur les routes numérotées. (49)</p>	<p>Proposer des améliorations à la méthode actuelle en tenant compte des objectifs de l'activité et du point de vue des utilisateurs.</p>	<p>En cours</p>	<p>1990-09</p>	<p>L'étude se poursuit tel que prévu.</p>
<p>4- Gestion intégrale de la qualité des essais de laboratoire. (40)</p>	<p>Définir une politique de gestion intégrale de la qualité des essais de laboratoire.</p>	<p>Terminé</p>	<p>1989-12</p>	<p>Certains résultats tangibles de cette évaluation peuvent être énumérés:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Meilleure coordination de cette activité; 2- Proposition de modifications des règles du fichier des fournisseurs visant à promouvoir le niveau de qualité des firmes inscrites; 3- Concertation pour la mise en vigueur d'un manuel d'Assurance de la qualité pour tous les laboratoires inscrits.

SUIVI DU PLAN INTERNE D'ÉVALUATION 1989-90
DIRECTION GÉNÉRALE DU GÉNIE

SECTEUR D'INTERVENTION	OBJECTIF GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE (SYNTHÈSE)	STATUT	ÉCHÉANCIER	COMMENTAIRES
<p>DIRECTION DES STRUCTURES</p> <p>Plan 1989-90</p> <p>5- Révision de la politique d'inspection des ponts. (42)</p>	<p>Améliorer l'efficacité des inspections. Éviter le doublement. Assurer des inspections systématiques.</p>	<p>Terminé</p>	<p>1989-12</p>	<p>Après révision du programme, il a été décidé que chaque membrure recevra une cote lors de l'inspection et que chaque inspecteur doit être formé en fonction d'un programme d'inspection des structures, lequel est en voie d'être élaboré.</p>
<p>SERVICE SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET SIGNALISATION</p> <p>Plan 1989-90</p> <p>6- Révision des normes d'éclairage. (69)</p>	<p>Améliorer l'efficacité des inspections. Éviter le doublement. Assurer des inspections systématiques.</p>	<p>En cours</p>	<p>1990-06</p>	<p>L'étude se poursuit tel que prévu.</p>

4.3 DIRECTION GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS

Au 31 mars 1990, sur les 10 projets d'étude encore en activité à la Direction générale des opérations lors du suivi de juillet 1989, deux sont maintenant terminés, cinq sont en cours de réalisation, un a été reformulé de façon suffisamment importante pour être abandonné au plan 1989-1990 et réintroduit en tant que nouveau projet au plan 1990-1991 et enfin deux autres projets ont été abandonnés.

STATUT DES PROJETS D'ÉVALUATION AU 31 MARS 1990 DIRECTION GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS

Projets inscrits	Projets terminés au 31 mars 1990	Projets poursuivis en 1990-91	Projets abandonnés
10	2	5	3

Direction de l'entretien

A la Direction de l'entretien, sur les quatre projets d'étude en activité au 31 juillet 1989, un a été restructuré et représenté au plan 1990-1991, un autre est en cours de réalisation et les deux derniers ont été abandonnés.

Le projet d'étude de la décentralisation de la gestion des contrats négociés d'enrobés bitumineux a été modifié en profondeur et vise maintenant à identifier les sources d'erreurs rencontrées sur les documents de cette procédure et à suggérer des correctifs pour en améliorer la mise en application.

Par ailleurs, l'échéancier de l'étude de la rentabilité des ateliers a été prolongé jusqu'en juin 1991 en raison de la difficulté d'obtenir des données détaillées sur le coût des loyers des ateliers dans les cas des édifices à fonctions multiples.

Enfin, les projets d'étude sur le marquage longitudinal des chaussées et sur la signalisation aérienne qui avaient été reportés suite aux changements dans la structure organisationnelle du Service de la signalisation et du Service du matériel, et au départ de leur chargé de projet ont maintenant été abandonnés.

Direction de la construction

A la Direction de la construction, parmi les six projets d'étude en activité au 31 juillet 1989, deux sont terminés et ont connu des suites et des retombées intéressantes, tandis que quatre sont en cours de réalisation et seront terminés avant décembre 1990.

L'étude sur la refonte et la réorganisation des directives de la Direction générale des opérations est présentement terminée et a permis d'épurer les directives existantes, d'en faire un nouveau recueil et de mettre en place un système de gestion

des nouvelles directives et de leur contenu.

L'étude de l'analyse des soumissions de construction est aussi terminée. Elle a servi à développer et à mettre en place une nouvelle procédure de vérification de ces soumissions, ce qui a entraîné une uniformisation des pratiques et une plus grande efficacité de l'ensemble de cette activité.

La cueillette des données pour l'étude sur les activités reliées aux enrobés bitumineux est présentement terminée; leur analyse ainsi que la rédaction du rapport d'évaluation seront effectués d'ici août 1990. Cette étude vise à développer une procédure de gestion de ces activités plus coordonnée et plus efficace.

La phase préliminaire de l'étude sur les procédures de gestion des centrales d'enrobage est terminée et un document décrivant la procédure actuelle a été publié. Cette étude se propose de développer et de codifier une nouvelle procédure pour rendre plus efficace cet aspect de gestion.

L'étude du mode de classement des dossiers contrats est présentement à la phase de l'étude préliminaire et les grandes orientations de l'étude ont été arrêtées. Cette analyse permettra de mettre en application une nouvelle procédure de conservation de ces dossiers.

L'échéancier de l'étude sur le contrôle des imputations des dépenses des contrats de construction a été reporté à septembre 1990. Cependant, deux régions ont analysé la situation et ont développé chacune une proposition de solution. La suite de l'étude sera orientée dans le sens de l'analyse et de l'uniformisation des solutions proposées.

SUIVI DU PLAN MINISTÉRIEL D'ÉVALUATION 1989-90
DIRECTION GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS

SECTEUR D'INTERVENTION TITRE DE L'ÉTUDE	OBJECTIF GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE (SYNTHÈSE)	STATUT	ÉCHÉANCIER	COMMENTAIRES
<p>DIRECTION DE LA CONSTRUCTION</p> <p>Plan 1988-89</p> <p>1- Activités reliées aux enrobés bitumineux. (21)</p>	<p>Définir une structure de fonctionnement plus efficace par une meilleure coordination.</p>	<p>En cours</p>	<p>1990-08 (révisé)</p>	<p>L'étude préliminaire est terminée et l'évaluation est en cours. La cueillette des données est terminée.</p>

SUIVI DES PLANS MINISTÉRIELS D'ÉVALUATION 1988-90
DIRECTION GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS

SECTEUR D'INTERVENTION TITRE DE L'ÉTUDE	OBJECTIF GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE (SYNTHÈSE)	STATUT	ÉCHÉANCIER	COMMENTAIRES
<p>DIRECTION DE LA CONSTRUCTION Plan 1989-90</p> <p>1- Refonte et réorganisation des directives de la DGO. (51)</p> <p>2- Procédures de gestion des centrales d'enrobage (prix et compensation). (52)</p> <p>3- Mode de classement des dossiers contrats. (53)</p> <p>4- Étude sur l'analyse des soumissions (construction). (54)</p> <p>5- Étude sur le contrôle des imputations des dépenses des contrats de construction. (55)</p>	<p>Élaborer un mode d'épuration des directives. Épurer les directives. Proposer un nouveau mode d'émission des directives.</p> <p>Élaborer un code de procédures de gestion.</p> <p>Analyser les nouvelles procédures de gestion des dossiers contrats. Élaborer une procédure pour leur conservation.</p> <p>Élaborer un guide de procédures pour uniformiser et formaliser l'analyse des soumissions.</p> <p>Proposer un guide de procédures pour la vérification des demandes de paiements et de l'assurance de la qualité des documents payeurs.</p>	<p>Terminé</p> <p>En cours</p> <p>En cours</p> <p>Terminé</p> <p>En cours</p>	<p>1989-12</p> <p>1990-12 (révisé)</p> <p>1990-07</p> <p>1989-08</p> <p>1990-09 (révisé)</p>	<p>Un nouveau recueil de directives a été publié.</p> <p>L'étude préliminaire est terminée. L'étude d'évaluation est en cours. Aucune modification du contenu du projet.</p> <p>L'étude préliminaire est amorcée. Les grandes lignes de l'étude sont arrêtées.</p> <p>Une nouvelle procédure d'analyse des soumissions permettant une uniformisation de l'activité a été mise en application. Un suivi de son application sera effectué. Un rapport d'étude a été publié.</p> <p>L'étude préliminaire est amorcée. Plusieurs régions ont fait des propositions qu'il faudra analyser.</p>

SUIVI DU PLAN MINISTÉRIEL D'ÉVALUATION 1989-90
DIRECTION GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS

SECTEUR D'INTERVENTION TITRE DE L'ÉTUDE	OBJECTIF GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE (SYNTHÈSE)	STATUT	ÉCHÉANCIER	COMMENTAIRES
<p>DIRECTION DE L'ENTRETIEN</p> <p>Plan 1989-90</p> <p>E-01 Décentralisation des contrats négociés d'enrobés bitumineux. (56)</p> <p>E-06 Évaluation de la rentabilité des ateliers. (58)</p> <p>E-04 Programme de marquage longitudinal des chaussées 1989-90. (64)</p> <p>E-05 Programme de signalisation aérienne sur route 1989-90. (65)</p>	<p>S'assurer que la décentralisation de la négociation s'effectue de façon attendue.</p> <p>Comparer les coûts des ateliers du Ministère aux coûts de l'entreprise privée.</p> <p>Étudier la rentabilité de l'activité sur une base régionale.</p> <p>Mesurer la capacité de répondre aux besoins du Ministère.</p>	<p>Abandonné</p> <p>En cours</p> <p>Abandonné</p> <p>Abandonné</p>	<p>1990-06 (révisé)</p>	<p>L'étude a été restructurée de façon suffisamment importante pour être introduite dans le plan 1990-91 comme une nouvelle étude.</p> <p>La première partie de l'étude préliminaire est terminée. Des difficultés dans la cueillette des données sur les coûts des loyers des ateliers sont survenues. La complexité de répartir les coûts des immeubles à fonctions multiples justifie le retard dans la cueillette des données.</p> <p>La réorganisation des services de la signalisation et du matériel motive l'abandon de l'étude.</p> <p>La réorganisation des services de la signalisation et du matériel motive l'abandon de l'étude.</p>

4.4 DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION FINANCIÈRE

Des quatre projets inscrits dans les plans ministériels d'évaluation de 1988-89 (2) et de 1989-90 (2) de la DGAGF, on a dénombré un projet terminé (un ajout au plan 1989-90), un projet en cours de réalisation et deux autres qui ont été abandonnés.

Projets inscrits	Projets terminés au 31 mars 1990	Projets poursuivis en 1990-91	Projets abandonnés
<u>4</u>	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>2</u>

Dans leurs plans précédents, la Direction des ressources humaines a inscrit deux projets. Un de ces projets est un ajout au plan ministériel d'évaluation 1989-90. Il s'agit du projet "Évaluation de la semaine ministérielle santé et sécurité au travail 1989" qui a été finalisé au cours de l'année 1989. Cette évaluation est reprise annuellement pour leur permettre d'orienter leurs actions futures. L'autre projet de cette direction "Politique de gestion des cadres supérieurs" a été quant à lui abandonné. L'évaluation de la semaine santé et sécurité au travail a démontré qu'on avait réussi à sensibiliser le personnel du Ministère à la prévention des lésions professionnelles. Cette sensibilisation a été réalisée à l'aide d'outils d'information: séances d'information, affiches, etc. L'évaluation a permis de conclure à la pertinence de l'activité qui a atteint un taux de participation de 90% et un taux de satisfaction de 79% à l'égard de son contenu.

Le projet "Politique de gestion des cadres supérieurs" a été

abandonné puisqu'un projet similaire est à l'étude au Conseil du trésor. Il vise à concilier l'utilisation optimale du personnel d'encadrement dans un contexte de rationalisation des activités et des postes. Celui-ci devrait conduire à l'élaboration d'une politique globale touchant tous les ministères et organismes.

Le projet de la Direction des contrats et de l'approvisionnement "Négociation des matériaux routiers" demeure en cours de réalisation. La prochaine étape qui sera réalisée est l'informatisation des données reliées aux différentes fonctions d'acquisition des matériaux routiers. Une fois l'analyse fonctionnelle complétée, on procédera à l'implantation des systèmes à l'automne 1990. Il a comme objectif de vérifier la rentabilité administrative et économique de la prise en charge de cette activité administrative par les districts du Ministère.

Le projet d'exploitation des systèmes opérationnels de la Direction des systèmes de gestion est abandonné à cause de nouvelles orientations concernant l'architecture technologique. Cette étude visait à mieux contrôler l'exploitation des systèmes et à développer des indicateurs de gestion.

SUIVI DU PLAN INTERNE D'ÉVALUATION 1989-90
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION FINANCIÈRE

SECTEUR D'INTERVENTION	OBJECTIF GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE (SYNTHÈSE)	STATUT	ÉCHÉANCIER	COMMENTAIRES
<p>DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES</p> <p>Plan 1988-89</p> <p>1- Politique de gestion des cadres supérieurs. (24)</p> <p>Plan 1989-90</p> <p>2- Évaluation de la Semaine ministérielle Santé-Sécurité 1989. (96)</p>	<p>Mieux gérer les changements organisationnels.</p> <p>Sensibiliser le personnel du Ministère aux divers aspects de la santé et de la sécurité du travail.</p> <p>Dans un but de réduire à long terme le nombre de lésions professionnelles.</p>	<p>Abandonné</p> <p>Terminé</p>		<p>Un point similaire est à l'étude au Conseil du trésor et débouchera vraisemblablement sur une politique.</p> <p>C'est un projet qui s'est ajouté au cours de l'année. De façon générale, on a obtenu une très bonne participation du personnel (90%). Cette évaluation est reprise annuellement pour leur permettre d'orienter leurs actions futures.</p>
<p>DIRECTION DES CONTRATS ET DE L'APPROVISIONNEMENT</p> <p>Plan 1988-89</p> <p>3- Négociations des matériaux routiers. (28)</p>	<p>Vérifier la rentabilité administrative et économique d'une décentralisation (globale, partielle, graduelle).</p>	<p>En cours</p>	<p>1991-09</p>	<p>La prochaine étape est l'informatisation des données reliées aux différentes fonctions d'acquisition des matériaux routiers.</p>
<p>DIRECTION DES SYSTÈMES DE GESTION</p> <p>Plan 1989-90</p> <p>4- Exploitation des systèmes opérationnels. (26)</p>	<p>Mieux contrôler l'exploitation des systèmes et développer des indicateurs de gestion.</p>	<p>Abandonné</p>		<p>Est abandonné compte tenu des nouvelles orientations concernant l'architecture technologique.</p>

4.5 DIRECTIONS DU BUREAU DU SOUS-MINISTRE

Des 13 projets présentés dans le plan d'évaluation 1989-90, 11 font l'objet du présent suivi. En effet, lors du suivi de juillet dernier, un projet avait été mené à terme alors qu'un autre avait été abandonné.

La Direction des communications et la Direction de la recherche de même que le Service aérien gouvernemental (SAG) avaient chacun un projet actif au 1er juillet 1989, les huit autres étant tous des projets du Service de l'évaluation des programmes (SEP). Trois de ces projets sont actuellement terminés, alors que trois des huit projets actuellement en cours de réalisation devraient l'être d'ici la fin du mois de mars 1990.

Projets ¹ inscrits	Projets terminés au 31 mars 1990	Projets poursuivis en 1990-91	Projets abandonnés
<u>11</u>	<u>6</u>	<u>5</u>	<u>0</u>

(1) Actifs au 1er juillet 1989

Direction des communications

Le projet présenté par la Direction des communications et portant sur l'efficacité des moyens de communication (volet interne) a été terminé en janvier. Ce projet visait à mesurer la satisfaction des gestionnaires à l'égard des activités de la Direction des communications. Les principales recommandations de cette étude portent sur le développement d'un système de rétroinformation, sur une plus grande collaboration entre les deux services de la direction et en conséquence sur un ajustement de leur fonctionnement, et enfin

sur la mise sur pied d'une porte d'entrée unique des demandes de production et de services conseils. Cette étude a nécessité l'équivalent d'un mois/personne pour un coût de 5 000\$. Le départ récent du directeur des communications et la mise sur pied d'un groupe de travail ministériel chargé d'analyser le fonctionnement des activités de communication et de proposer des mesures pour améliorer la coordination et la réalisation de ces activités pourrait retarder la réalisation du plan de mise en oeuvre.

Direction de la recherche

Le projet portant sur le volet recherche et développement de l'entente auxiliaire sur le développement des transports a fait l'objet d'un rapport préliminaire. L'étude est essentiellement une description des projets de recherche réalisés ou en cours de réalisation. Un certain travail a été fait sur les aspects efficience et impacts du programme. Cependant, le service responsable estime qu'il est préférable d'attendre la confirmation de tous les projets avant de finaliser l'étude. L'évaluation devrait reprendre à l'automne 1990. Rappelons que l'objectif principal de ce programme est d'augmenter et d'accélérer l'effort de recherche et développement en transport.

Service aérien gouvernemental

Le projet d'implantation d'indicateurs de gestion au Service aérien gouvernemental a débuté en septembre 1989 et devrait se terminer en mars 1991 au lieu de janvier 1990. Ce projet présenté au plan 1989-90 voit donc son échéancier reporté de 15 mois. L'étape "Détermination des objectifs et choix des

indicateurs" est réalisée à 40%. Le SAG attend certaines décisions et prises de position des autorités sur son fonctionnement et ses ressources avant d'établir ses indicateurs, de les expérimenter et de les valider.

Service de l'évaluation des programmes

Au 1er juillet 1989, le Service de l'évaluation des programmes avait huit projets actifs. Trois de ces projets originaient du plan 1988-89, tous les trois sont ou seront terminés d'ici le 31 mars 1990. En ce qui a trait au projet sur les activités d'arpentage, on travaille actuellement à la formulation des dernières recommandations et à la présentation finale du rapport qui est prévue pour la fin du mois de mars 1990. L'étude sur les interventions du MTQ dans l'exploitation des aéroports est terminée et a été transmise au sous-ministre adjoint de la Direction générale du transport des personnes et des marchandises et à celui de la Direction générale des opérations. Cette étude de 129 pages traite de la place occupée par le MTQ et le gouvernement du Québec dans l'exploitation aéroportuaire et de l'historique de leurs interventions. Elle traite par ailleurs de la vocation des aéroports sous la responsabilité du MTQ, de leur gestion, des modes d'exécution des activités liées à leur exploitation. Enfin, elle fait le portrait financier de cette activité et certaines comparaisons avec des aéroports exploités par Transports Canada et par l'Ontario. Pour ce qui est du sondage sur le niveau de satisfaction des usagers du réseau routier, sa première étape est complètement terminée. Les données ont été saisies et un rapport préliminaire est disponible depuis août 1989. La deuxième étape a été réalisée à l'automne. Le rapport final portant sur les deux étapes sera disponible au mois de mars 1990.

Des cinq nouveaux projets inscrits dans le plan 1989-90, seulement deux seront terminés d'ici mars 1990. Les échéanciers des trois autres projets, eux, ont tous été reportés au 31 mars 1991. La préparation du deuxième recueil d'indicateurs sera achevée d'ici le 31 mars 1990. Ce projet porte sur la mise à jour des indicateurs sur le transport en commun, le transport scolaire, le transport adapté, le transport maritime et sur le réseau routier qui ont été sélectionnés dans le cadre du premier recueil. Les quatre autres projets soumis au plan 1989-90 visaient le développement de nouveaux indicateurs dans les secteurs du transport aérien, du réseau routier, et de l'administration et de la gestion financière. A l'exception des indicateurs sur le SAG qui seront produits d'ici le 31 mars 1990, l'état d'avancement des projets fait que ces nouveaux indicateurs ne seront insérés que dans le troisième recueil d'indicateurs prévu pour mars 1991.

SUIVI DU PLAN INTERNE D'ÉVALUATION 1989-90
BUREAU DU SOUS-MINISTRE

SECTEUR D'INTERVENTION	OBJECTIF GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE (SYNTHÈSE)	STATUT	ÉCHÉANCIER	COMMENTAIRES
<p>DIRECTION DES COMMUNICATIONS</p> <p>Plan 1988-89</p> <p>1- Activités de communication (volet interne). (30)</p>	<p>Mesurer l'efficacité des activités de communication et la satisfaction de la clientèle. Développer des outils de rétro-information plus systématiques.</p>	<p>Terminé</p>	<p>1990-01 (révisé)</p>	<p>Le rapport d'évaluation est complété. Des recommandations ont été formulées pour la mise en place de moyens de rétro-information et d'évaluation continue. Par ailleurs, le départ récent du directeur des Communications et la mise sur pied d'un comité ministériel chargé d'analyser les activités de communication pourrait retarder la réalisation du plan de mise en oeuvre.</p>
<p>DIRECTION DE LA RECHERCHE</p> <p>Plan 1989-90</p> <p>2- Le volet R & D de l'entente auxiliaire sur le développement des transports. (62)</p>	<p>Évaluer les coûts et le rendement du programme.</p>	<p>En cours</p>	<p>1990-12 (révisé)</p>	<p>Un rapport préliminaire a été produit. Ce rapport porte essentiellement sur la description des programmes et des projets. Certains autres travaux ont été faits sur les aspects d'efficacité et d'impacts des programmes. Cependant, le service responsable estime qu'il serait préférable d'attendre la confirmation de tous les projets avant de finaliser ces aspects. L'évaluation devrait reprendre à l'automne 1990.</p>
<p>SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL</p> <p>Plan 1989-90</p> <p>3- Indicateurs de gestion du Service aérien gouvernemental. (63)</p>	<p>Améliorer le système d'information actuel et se doter d'indicateurs de gestion.</p>	<p>En cours</p>	<p>1991-03</p>	<p>L'échéancier a été reporté de 15 mois. L'étape "Détermination des objectifs et choix des Indicateurs" est réalisée à 40%. Le SAG attend certaines décisions et précisions des autorités sur son fonctionnement et ses ressources avant d'établir ses indicateurs, de les expérimenter et de les valider.</p>

SUIVI DU PLAN INTERNE D'ÉVALUATION 1989-90
BUREAU DU SOUS-MINISTRE

SECTEUR D'INTERVENTION	OBJECTIF GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE (SYNTHÈSE)	STATUT	ÉCHÉANCIER	COMMENTAIRES
<p>SERVICE DE L'ÉVALUATION DES PROGRAMMES</p> <p>Plan 1988-89</p> <p>4- Activités d'arpentage. (33)</p> <p>5- Interventions du MTQ dans l'exploitation des aéroports. (34)</p> <p>6- Sondage sur le niveau de satisfaction du réseau routier. (35)</p> <p>Plan 1989-90</p> <p>7- Deuxième recueil d'indicateurs de programmes. (66)</p>	<p>Évaluer la faisabilité d'une plus grande intégration des activités d'arpentage.</p> <p>Examiner la performance de nos interventions et proposer des orientations sur la gestion et le financement des aéroports provinciaux.</p> <p>Connaitre le degré de satisfaction des usagers et améliorer la qualité des services offerts.</p> <p>Fournir une information additionnelle sur la performance des différents programmes.</p> <p>Favoriser le développement de l'évaluation au Ministère.</p>	<p>En cours</p> <p>Terminé</p> <p>Terminé</p> <p>En cours</p>	<p>1990-03 (révisé)</p> <p>1989-12 (révisé)</p> <p>1990-03</p> <p>1990-03</p>	<p>A partir de la répartition actuelle et de la répartition souhaitable de ces activités, divers scénarios d'intégration ont été élaborés. On travaille actuellement à la formulation des dernières recommandations et à la présentation finale du rapport.</p> <p>L'étude d'évaluation est complétée et a été transmise aux s.m.a. de la Direction générale du transport des personnes et des marchandises et de la Direction générale des opérations.</p> <p>L'administration de la première étape est terminée, les données ont été saisies. Un rapport préliminaire sera disponible depuis 1989. La deuxième étape a été réalisée à l'automne et le rapport final sur les 2 étapes sera disponible en mars 1990.</p> <p>Les indicateurs identifiés pour le premier recueil ont été mis à jour d'autres ont été ajoutés. Ils seront publiés au printemps.</p>

SUIVI DU PLAN INTERNE D'ÉVALUATION 1989-90
BUREAU DU SOUS-MINISTRE

SECTEUR D'INTERVENTION	OBJECTIF GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE (SYNTHÈSE)	STATUT	ÉCHÉANCIER	COMMENTAIRES
<p>8- Indicateurs de programme dans le secteur du transport aérien (aéroports). (67)</p>	<p>Fournir une information additionnelle sur la performance du Service aérien gouvernemental.</p> <p>Favoriser le développement de l'évaluation au Ministère.</p>	<p>En cours.</p>	<p>1991-03 (révisé)</p>	<p>D'ici la fin de l'année financière des indicateurs seront développés par le SEP à l'aide des données compilées dans le cadre de l'évaluation des interventions du MTQ dans l'exploitation des aéroports. (34)</p>
<p>9- Indicateurs de programme du réseau routier. (68)</p>	<p>Fournir une information additionnelle objective sur la performance du transport aérien (aéroports).</p> <p>Favoriser le développement de l'évaluation au Ministère.</p>	<p>En cours</p>	<p>1991-03 (révisé)</p>	<p>L'étude a permis d'identifier les indicateurs nécessaires au suivi des programmes routiers. Les indicateurs pour lesquels les données sont disponibles actuellement seront publiés dans le recueil <u>Indicateurs de programmes en transport</u>, édition 1990. Les autres indicateurs seront publiés lorsque le développement des systèmes de gestion permettant d'obtenir les données sera terminé.</p>
<p>10- Indicateurs de programme portant sur les activités de gestion interne et soutien. (70)</p>	<p>Dresser un portrait fiable des programmes du réseau routier et faciliter le développement de l'évaluation.</p>	<p>En cours</p>	<p>1991-03 (révisé)</p>	<p>Le SEP a identifié des indicateurs potentiels. Une approche a été faite auprès de la Direction de l'administration et de la gestion financière pour discuter de la démarche devant conduire à la sélection et à la conception d'indicateurs.</p>
<p>11- Indicateurs de programme dans le secteur du transport aérien gouvernemental (SAG). (71)</p>	<p>Fournir une information additionnelle objective sur la performance des programmes de la DGAGF.</p> <p>Favoriser le développement de l'évaluation au Ministère.</p>	<p>En cours</p>	<p>1990-03</p>	<p>D'ici la fin de l'année financière des indicateurs seront développés par le S.E.P. à l'aide des données compilées dans le cadre de l'évaluation des interventions du MTQ dans l'exploitation des aéroports.</p>

**ANNEXE
FICHES DESCRIPTIVES DES PROJETS
DU PLAN MINISTÉRIEL 1990-1991
PAR DIRECTION GÉNÉRALE**

**DIRECTION GÉNÉRALE DU TRANSPORT
DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES**

Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

1 - Unité administrative

Direction Développement du transport terrestre des personnes	Service Développement des politiques
--	---

2 - Titre de l'étude

No	Titre Révision du programme d'aide au transport adapté	REVISÉ 87
----	--	--------------

3 - Identification du programme budgétaire

No 1	Titre Système de transport terrestre - Volet programme du transport adapté aux personnes handicapées
---------	--

4 - Type d'étude

<input checked="" type="checkbox"/> Nouvelle étude	<input type="checkbox"/> Etude d'évaluation
<input type="checkbox"/> Etude antérieure	<input type="checkbox"/> Développement d'indicateurs

5 - Description du programme

Programme de subventions à l'organisation de services de transport adapté. Le programme est destiné aux municipalités et le M.T.Q. subventionne 75% des coûts admissibles, le solde étant la responsabilité des municipalités et des usagers.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Nature	Quantité	Pers. - An.	Budget - An. ('000\$)

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)

Après 10 ans d'existence et dans un contexte de resserrement budgétaire, il est devenu nécessaire de revoir le programme et ses éléments de façon à tenir compte d'une nouvelle réalité: croissance des coûts, nouvelle demande, absence de suivi, etc...

8 - Objectifs de l'étude projetée

Evaluer dans quelle mesure le programme a répondu aux besoins des clientèles et de proposer, s'il y a lieu, de nouvelles orientations ou des modifications au programme existant.

La révision portera sur: admissibilité des clientèles, le plan de transport, l'organisation des services (offre de service), la croissance des coûts, l'administration des services, la performance des services et le cadre financier.

9 - Planification des travaux

Etude d'évaluation	Développement d'indicateurs	de	à
<ul style="list-style-type: none"> - Etude préliminaire - Evaluation - Plan de mise en oeuvre des recommandations - Mise en oeuvre des recommandations 	<ul style="list-style-type: none"> - Détermination des objectifs - Développement d'indicateurs - Implantation - Suivi 		

10 - Ressources humaines **11 - Ressources financières**

3 (personnes - années)	---
------------------------	-----

Approbation - Chef de service *[Signature]* Date _____ Téléphone _____
Approbation - Directeur *[Signature]* Date 1990-12-14

Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

1 - Unité administrative

Direction P.A.T.T.P.	Service Règlementation et Evaluation
-------------------------	---

2 - Titre de l'étude

No	Titre Evaluation de la subvention au transport des élèves fréquentant des institutions privées.	MEQ/S.P.P. 16
----	--	------------------

3 - Identification du programme budgétaire

No 6	Titre Programme d'aide au transport scolaire
---------	---

4 - Type d'étude

<input type="checkbox"/> Nouvelle étude	<input type="checkbox"/> Etude d'évaluation
<input checked="" type="checkbox"/> Etude antérieure	<input type="checkbox"/> Développement d'indicateurs

5 - Description du programme

Le ministère des Transports subventionne le transport des élèves qui fréquentent certaines institutions privées, que ce service soit organisé par les institutions elles-mêmes ou par les commissions scolaires.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Nature	Quantité	Pers. - An.	Budget - An. ('000\$)

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)

La clientèle fréquentant les institutions privées augmente, le MEQ a déclaré d'intérêt public certaines institutions et les règles budgétaires du MEQ pour établir l'enveloppe budgétaire ne s'appuient pas sur une politique d'ensemble.

8 - Objectifs de l'étude projetée

Connaître les coûts du transport des élèves des institutions privées, une partie de ces coûts est incluse dans l'enveloppe de base de quelques commissions scolaires. Faire le point sur les problèmes rencontrés et proposer une approche d'ensemble en vue du prochain cadre financier.

9 - Planification des travaux

Etude d'évaluation	Développement d'indicateurs	de	à
<ul style="list-style-type: none"> - Etude préliminaire - Evaluation - Plan de mise en oeuvre des recommandations - Mise en oeuvre des recommandations 	<ul style="list-style-type: none"> - Détermination des objectifs - Développement d'indicateurs - Implantation - Suivi 		

10 - Ressources humaines (personnes - années)

11 - Ressources financières

Approbation - Chef de service *divise.w ymw Lybrauc* Date 90.03.02 Téléphone 3-8197
Approbation - Directeur *Gordon Smith* Date 90.03.06

Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

1 - Unité administrative

Direction P.A.T.T.P.	Service Règlementation et Evaluation
-------------------------	---

2 - Titre de l'étude

No	Titre	révisé au S.E.P.
	Etude préliminaire de la subvention aux trains de banlieue Montréal / Deux-Montagnes et Montréal / Ripaud	68

3 - Identification du programme budgétaire

No	Titre
1	Système de transport terrestre

4 - Type d'étude

<input checked="" type="checkbox"/> Nouvelle étude	<input type="checkbox"/> Etude d'évaluation
<input type="checkbox"/> Etude antérieure	<input type="checkbox"/> Développement d'indicateurs

5 - Description du programme

Le programme d'aide au transport en commun prévoit une subvention pour l'exploitation des trains de banlieue dans la région de Montréal.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Nature	Quantité	Pers. - An.	Budget - An. ('000\$)

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)

- Dresser un état de la situation (bénéfice / coût) de la ligne Montréal / Ripaud en termes d'impacts des investissements en capital réalisés. Qu'en est-il du partage des coûts, de la tarification et de l'intégration des services au réseau de la STCUM.

8 - Objectifs de l'étude projetée

- L'étude préliminaire devrait confirmer dans quelle mesure, il est plausible de
 - déterminer l'atteinte de la cible et des objectifs de cette activité de programme
 - utiliser les résultats attendus et non attendus de l'expérience Montréal / Ripaud dans le cadre de la modernisation de la ligne Montréal / Deux-Montagnes.

9 - Planification des travaux

Etude d'évaluation	Développement d'indicateurs	de	à
<ul style="list-style-type: none"> X Etude préliminaire - Evaluation - Plan de mise en oeuvre des recommandations - Mise en oeuvre des recommandations 	<ul style="list-style-type: none"> - Détermination des objectifs - Développement d'indicateurs - Implantation - Suivi 		

10 - Ressources humaines (personnes - années)

11 - Ressources financières

Approbation - Chef de service Dansie Yvon Lybrain Date 90.03.02 Téléphone 3 8527
 Approbation - Directeur Gordon Smith Date 90.03.06

DIRECTION GÉNÉRALE DU GÉNIE

Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

1 - Unité administrative

Direction	SOLS ET MATERIAUX	Service	SOLS ET CHAUSSEES
-----------	-------------------	---------	-------------------

2 - Titre de l'étude

No	Titre	Notes
	Etude de stabilité des pentes	7

3 - Identification du programme budgétaire

No	Titre
	Programme 3 "Construction du réseau routier"

4 - Type d'étude

<input checked="" type="checkbox"/> Nouvelle étude	<input checked="" type="checkbox"/> Etude d'évaluation
<input type="checkbox"/> Etude antérieure	<input type="checkbox"/> Développement d'indicateurs

5 - Description du programme

Déterminer la pente des talus de remblai et de déblai qui leur assurera la stabilité à court et à long terme tout en considérant l'aspect économique des designs.

Evaluer la stabilité des talus naturels et dimensionner les mesures correctives dans les cas de glissement de terrain.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Nature	Quantité	Pers.	Ann.	1989-90	1990-91
Nombre de dossiers reçus	58				
Nombre de dossiers traités	35	5		340	

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)

Actuellement peu de ces études sont confiées aux firmes privées parce qu'elles ne disposent pas, selon nous, toujours de l'expertise pertinente et que parfois elles préconisent des designs trop sécuritaires et coûteux. En situation d'urgence, il y a aussi des délais trop longs pour l'octroi des contrats qui ne favorisent pas le faire-faire dans ce domaine.

8 - Objectifs de l'étude projetée

Est-ce qu'on pourrait augmenter le service à la clientèle en confiant davantage de ces études aux firmes privées?
 Peut-on trouver un moyen de confier rapidement ces études uniquement aux firmes possédant suffisamment d'expertise dans le domaine?
 Est-ce que les coûts des travaux de construction seraient affectés si ces études étaient confiées aux firmes privées.

9 - Planification des travaux

Etude d'évaluation	Développement d'indicateurs	de	à
- Etude préliminaire	- Détermination des objectifs	04-01	05-15
- Evaluation	- Développement d'indicateurs	05-15	09-15
- Plan de mise en oeuvre des recommandations	- Implantation	09-15	12-31
- Mise en oeuvre des recommandations	- Suivi	12-31	03-31

10 - Ressources humaines

0.25 (personnes-années)

11 - Ressources financières

12,000\$

Approbation - Chef de service [Signature] Date 90/09/13 Téléphone 5-6265
 Approbation - Directeur [Signature] Date 90/02/16

Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

1 - Unité administrative

Direction	Service
Structures	Ouvrages d'art

2 - Titre de l'étude

No	Titre	Statut
3	Evaluation du programme de dessin de ponts	

3 - Identification du programme budgétaire

No	Titre
4	Construction du réseau routier

4 - Type d'étude

<input checked="" type="checkbox"/> Nouvelle étude	<input type="checkbox"/> Etude d'évaluation
<input type="checkbox"/> Etude antérieure	<input checked="" type="checkbox"/> Développement d'indicateurs

5 - Description du programme

Le service des ouvrages d'art voudrait produire à l'avenir ses dessins assistés par ordinateur, on y retrouve plusieurs avantages, mais il faut quantifier le gain de productivité pour pouvoir obtenir les budgets requis, on a donc l'intention de mesurer le niveau de production actuel du dessin conventionnel.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Nature	Quantité	Pers. - An.	Budget - An. (000\$)
Plans de ponts	25	4	120 000

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)

Pour éventuellement informatiser notre production de plans, il faut démontrer la rentabilité, en démontrant en autres choses l'augmentation de productivité. Il faut donc mesurer le niveau actuel de productivité.

8 - Objectifs de l'étude projetée

Développer des indicateurs nous permettant de mesurer le niveau de productivité de l'activité dessin de plans de ponts.

9 - Planification des travaux

Etude d'évaluation	Développement d'indicateurs	de	à
- Etude préliminaire	- Détermination des objectifs	02/90	
- Evaluation	- Développement d'indicateurs	02/90	
- Plan de mise en oeuvre des recommandations	- Implantation	03/90	03/91
- Mise en oeuvre des recommandations	- Suivi		

10 - Ressources humaines (personnes - années) : 0.1

11 - Ressources financières : 4 000

Approbation - Chef de service: *[Signature]* Date: *12/11/90* Téléphone: *361-1111*

Approbation - Directeur: *[Signature]* Date: *12/11/90*

Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

1 - Unité administrative	
Direction ACQUISITIONS	Service EXPROPRIATION

2 - Titre de l'étude		(SOMMAIRE)
No 2	Titre Gestion des immeubles excédentaires	

3 - Identification du programme budgétaire	
No 3	Titre Construction du réseau routier

4 - Type d'étude	
<input type="checkbox"/> Nouvelle étude	<input checked="" type="checkbox"/> Etude d'évaluation
<input checked="" type="checkbox"/> Etude antérieure	<input type="checkbox"/> Développement d'indicateurs

5 - Description du programme	
Gestion des immeubles excédentaires, acquis par le M.T.Q., et non nécessaires à la construction du réseau routier, de même que ceux déclarés excédentaires par les autres ministères. Cette activité implique un suivi des dossiers, soit pour les en-lieux de taxes, soit pour l'entretien ainsi que la procédure d'aliénation des immeubles selon le C.T. 154599.	

6 - Production et ressources (dernière année complétée)			
Nature	Quantité	Pers. - An.	Budget - An. ('000\$)
Voir feuille annexée			

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)	
Compte tenu que les revenus pour l'aliénation des immeubles excédentaires ont augmenté de 1,7 M à 13,5 M \$ en 6 ans, il y a intérêt à faire l'évaluation de cette activité pour en connaître l'impact sur les activités du M.T.Q., sur les en-lieux de taxes payés aux municipalités, sur les coûts au M.T.Q. et sur les revenus perçus de la vente.	

8 - Objectifs de l'étude projetée	
<ul style="list-style-type: none"> - Mesurer la rentabilité économique de la gestion des immeubles excédentaires: en-lieux de taxes, coûts d'entretien et d'aliénation et revenus potentiels de la vente. - Identifier les répercussions que pourrait avoir une augmentation ou une diminution de l'activité d'aliénation sur les clients demandeurs, sur les coûts d'aliénation et sur les revenus potentiels. 	

9 - Planification des travaux			
Etude d'évaluation		Développement d'indicateurs	
		de	à
X - Etude préliminaire	- Détermination des objectifs	90-4	90-7
X - Evaluation	- Développement d'indicateurs	90-8	91-1
- Plan de mise en oeuvre des recommandations	- Implantation		
- Mise en oeuvre des recommandations	- Suivi		

10 - Ressources humaines	11 - Ressources financières
2,0 (personnes - années)	50 000,00 \$

Approbation - Chef de service [Signature] Date 1990-01-25 Téléphone 647-6970
 Approbation - Directeur [Signature] Date 90/01/25

6- Production et ressources (dernière année complétée):

<u>Nature</u>	<u>Quantité</u>	<u>An-Pers.</u>	<u>Budget - An (600\$)</u>
Dossiers actifs au 22 janvier 1990	24 946		
Disposition en 1987-88	587		
Disposition en 1988-89	1 249	25	1 000,0
Ouverture moyenne (5 ans)	1 450		
Revenus en 1988-89			11 852,0
Revenus 1989-90 (9 mois)			13 500,0

Québec, le 25 janvier 1990

Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

1 - Unité administrative

Direction	Service
Direction générale du Génie	Service sécurité routière et signalisation

2 - Titre de l'étude

No	Titre	
	Programme d'analyse des sites dangereux	100

3 - Identification du programme budgétaire

No	Titre
3	Construction du réseau routier

4 - Type d'étude

<input checked="" type="checkbox"/> Nouvelle étude	<input checked="" type="checkbox"/> Etude d'évaluation
<input type="checkbox"/> Etude antérieure	<input type="checkbox"/> Développement d'indicateurs

5 - Description du programme

Le programme consiste à étudier des sites dangereux, préalablement identifiés à travers la province, identifier les causes à partir des critères établis, trouver les solutions appropriées et faire des recommandations aux directions concernées.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Nature	Quantité	Pers. - An.	Budget - An. (000\$)
Etant donné qu'il s'agit d'un nouveau programme, ces données sont approximatives	50	5	250

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)

Vérifier si la démarche élaborée pour traiter les sites dangereux permet de bien gérer ce programme. Cerner les points qui devront être améliorés, s'il y a lieu.

8 - Objectifs de l'étude projetée

Vérifier l'efficacité de ce programme, en mesurer son efficience selon les divers types de ressources impliquées.

9 - Planification des travaux

Etude d'évaluation	Développement d'indicateurs	Date	
		de	à
- Etude préliminaire	- Détermination des objectifs	90-02	90-04
- Evaluation	- Développement d'indicateurs	90-04	91-04
- Plan de mise en oeuvre des recommandations	- Implantation	91-05	91-06
- Mise en oeuvre des recommandations	- Suivi	91-06	

10 - Ressources humaines

1. (personnes - années)

11 - Ressources financières

50 000\$

Approbation - Chef de service Claude Brault Date 90-01-29 Téléphone 514-3-0244
 Approbation - Directeur _____ Date _____

Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

1 - Unité administrative

Direction	Service
Générale du Génie	sécurité routière et signalisation

2 - Titre de l'étude

No	Titre	
	Conception de plans et devis de mécanique et électricité	111

3 - Identification du programme budgétaire

No	Titre
3	Construction du réseau routier

4 - Type d'étude

<input checked="" type="checkbox"/> Nouvelle étude	<input checked="" type="checkbox"/> Etude d'évaluation
<input type="checkbox"/> Etude antérieure	<input type="checkbox"/> Développement d'indicateurs

5 - Description du programme

Effectuer les études de besoins, les études préliminaires, les relevés, les calculs, concevoir les plans devis et estimations de projets dans le domaine de la mécanique et de l'électricité pour les divers mode de transport sous la responsabilité du ministère assurer l'assistance technique aux clients (régions-districts-entrepreneurs).

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Nature	Quantité	Pers. - An.	Budget - An. (000\$)
Plans et devis	46	8	400

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)

Vérifier si le système actuel de gestion est efficace et en améliorer, s'il y a lieu, le processus.

8 - Objectifs de l'étude projetée

Vérifier l'efficacité de ce programme, en mesurer l'efficience selon les divers types ressources .

9 - Planification des travaux

Etude d'évaluation	Développement d'indicateurs	de		à	
- Etude préliminaire	- Détermination des objectifs	90-02		90-04	
- Evaluation	- Développement d'indicateurs	90-04		91-04	
- Plan de mise en oeuvre des recommandations	- Implantation	91-05		91-05	
- Mise en oeuvre des recommandations	- Suivi	91-06			

10 - Ressources humaines

1 (personnes - années)

11 - Ressources financières

50 000\$

Approbation - Chef de service Claude Traut Date 90-01-29 Téléphone 673-0244

DIRECTION GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS

Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

1-00

1 - Unité administrative

Direction De l'entretien	Service Planification des programmes d'entretien
-----------------------------	---

2 - Titre de l'étude

No	Titre Critères de pertinence - immobilisations	révisé S.E.P. 77
----	---	----------------------------

3 - Identification du programme budgétaire

No 4-2	Titre Conservation du réseau routier - activités de soutien
-----------	--

4 - Type d'étude

<input checked="" type="checkbox"/> Nouvelle étude	<input type="checkbox"/> Etude d'évaluation
<input type="checkbox"/> Etude antérieure	<input checked="" type="checkbox"/> Développement d'indicateurs

5 - Description du programme

Les immeubles des centres, les bureaux des régions et des districts, de même que les sous-centres de Voirie appartiennent à la S.I.Q. Cette dernière assume l'entretien et récupère ces coûts au moyen d'un loyer.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Nature	Quantité	Pers. - An.	Budget - An. ('000\$)
L'ensemble des coûts de loyers.	14 régions 48 districts		38 millions

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)

La Direction générale des opérations reçoit continuellement des demandes de créations et/ou d'agrandissement de sous-centres de transport alors que les disponibilités budgétaires sont très limitées. L'existence de critères pour juger de la pertinence des demandes s'avère essentielle.

8 - Objectifs de l'étude projetée

Développer des indicateurs en vue d'évaluer la pertinence des sous-centres de transport.

Mesurer l'impact sur le budget de la création et/ou de la fermeture d'un sous-centre de transport en fonction des charges de travail et des distances à parcourir (rayon d'action).

9 - Planification des travaux

Etude d'évaluation	Développement d'indicateurs	de	à
- Etude préliminaire	- Détermination des objectifs	01-90	05-90
- Evaluation	- Développement d'indicateurs	05-90	07-90
- Plan de mise en oeuvre des recommandations	- Implantation	07-90	10-90
- Mise en oeuvre des recommandations	- Suivi	11-90	12-90

10 - Ressources humaines (personnes - années) : 1

11 - Ressources financières : 50 000,00 \$

Approbation - Chef de service *[Signature]* Date 90-01-31 Téléphone 3-6069
Approbation - Directeur *[Signature]* Date 90-02-13

Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

1 - Unité administrative

Direction ENTRETIEN	Service PLANIFICATION DES PROGRAMMES D'ENTRETIEN
------------------------	---

2 - Titre de l'étude REVISEP

No	Titre Revoir le mode de programmation des couches d'usure selon des critères essentiellement techniques.	78
----	---	----

3 - Identification du programme budgétaire

No	Titre CONSERVATION DU RÉSEAU ROUTIER - PROGRAMME 4.1
----	---

4 - Type d'étude

<input checked="" type="checkbox"/> Nouvelle étude	<input type="checkbox"/> Etude d'évaluation
<input type="checkbox"/> Etude antérieure	<input type="checkbox"/> Développement d'indicateurs

5 - Description du programme

Le Ministère programme à chaque année l'entretien des couches d'usure. Cette démarche de programmation fait appel à un support informatique qu'il revisite.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Nature	Quantité	Pers. - An.	Budget - An. ('000\$)
300 projets d'entretien annuellement.	15 régions	15	50 millions

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)

Il faut intégrer des éléments techniques à la programmation et bonifier le support informatique.

8 - Objectifs de l'étude projetée

- Développer le mécanisme technique de priorisation;
- Bonifier le support informatique.

9 - Planification des travaux

Etude d'évaluation	Développement d'indicateurs	de	à
<ul style="list-style-type: none"> - Etude préliminaire - Evaluation - Plan de mise en oeuvre des recommandations - Mise en oeuvre des recommandations de février 1990 à juin 1990	<ul style="list-style-type: none"> - Détermination des objectifs - Développement d'indicateurs - Implantation - Suivi 		

10 - Ressources humaines (personnes - années) **11 - Ressources financières**

1	50 000 \$
---	-----------

Approbation - Chef de service *[Signature]* Date 90-01-31 Téléphone 500 69
 Approbation - Directeur *[Signature]* Date 90-02-13

Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

1 - Unité administrative

Direction ENTRETIEN	Service PLANIFICATION DES PROGRAMMES D'ENTRETIEN
------------------------	---

2 - Titre de l'étude

No	Titre La planification et la programmation de l'entretien majeur des ouvrages d'art.	RESERVE/S.E.P. 79
----	---	-----------------------------

3 - Identification du programme budgétaire

No	Titre CONSERVATION DU RÉSEAU ROUTIER - PROGRAMME 4.1
----	---

4 - Type d'étude

<input checked="" type="checkbox"/> Nouvelle étude	<input type="checkbox"/> Etude d'évaluation
<input type="checkbox"/> Etude antérieure	<input type="checkbox"/> Développement d'indicateurs

5 - Description du programme

Le Ministère programme à chaque année l'entretien d'un certain nombre de structures dont les travaux sont mineurs ou majeurs. Le support budgétaire provient du programme 4.1 - Conservation des chaussées.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Nature	Quantité	Pers. - An.	Budget - An. ('000\$)
7 000 structures	15 régions	15	25 millions

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)

Cette étude a pour but d'identifier les correctifs nécessaires à la planification et à la programmation des interventions en vue d'assurer la qualité dans l'activité d'entretien majeur des ouvrages d'art.

8 - Objectifs de l'étude projetée

- Définir et discerner entre les activités d'entretien et des activités de construction d'ouvrages d'art;
- évaluer les modes de planification et de programmation des activités d'entretien d'ouvrage d'art;
- évaluer la possibilité de proposer des critères techniques pour évaluer et prioriser les projets d'entretien majeur.

9 - Planification des travaux

Etude d'évaluation	Développement d'indicateurs	de	à
<ul style="list-style-type: none"> - Etude préliminaire - Evaluation - Plan de mise en oeuvre des recommandations - Mise en oeuvre des recommandations de nov. 1989 à juin 1991	<ul style="list-style-type: none"> - Détermination des objectifs - Développement d'indicateurs - Implantation - Suivi 		

10 - Ressources humaines **11 - Ressources financières**

3 (personnes - années)	100 000 \$
------------------------	------------

Approbation - Chef de service *[Signature]* Date 90-01-31 Téléphone 3-0069
 Approbation - Directeur *[Signature]* Date 90-02-23

Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

1 - Unité administrative

Direction ENTRETIEN	Service PLANIFICATION DES PROGRAMMES D'ENTRETIEN
------------------------	---

2 - Titre de l'étude

No	Titre Révision du taux de participation du Ministère à l'entretien des structures sur le réseau municipal.	80
----	---	----

3 - Identification du programme budgétaire

No	Titre Programme d'aide à l'amélioration du réseau municipal. (Programme 5.4 - Structures)
----	---

4 - Type d'étude

<input checked="" type="checkbox"/> Nouvelle étude	<input type="checkbox"/> Etude d'évaluation
<input type="checkbox"/> Etude antérieure	<input type="checkbox"/> Développement d'indicateurs

5 - Description du programme

Le Ministère contribue financièrement à l'entretien des structures sur le réseau municipal.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Nature	Quantité	Pers. - An.	Budget - An. ('000\$)
1 500 structures	15 régions	1	5 millions

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)

Depuis quelques années, les régions inscrivent de plus en plus à leur programmation (programme 5.4) des projets qui nécessitent des réparations coûteuses (plus de 150 000 \$) et pour lesquelles nous ne pouvons pas donner suite, faute de budget disponible.

8 - Objectifs de l'étude projetée

- Associer techniquement et financièrement les municipalités à l'entretien des structures sous leur juridiction.
- Établir un taux de participation juste et raisonnable pour l'entretien des structures sur le réseau municipal.

9 - Planification des travaux

Etude d'évaluation	Développement d'indicateurs	de	à
<ul style="list-style-type: none"> - Etude préliminaire - Evaluation - Plan de mise en oeuvre des recommandations - Mise en oeuvre des recommandations janvier et février 1990 	<ul style="list-style-type: none"> - Détermination des objectifs - Développement d'indicateurs - Implantation - Suivi 		

10 - Ressources humaines (personnes - années) $\frac{1}{2}$

11 - Ressources financières 25 000 \$

Approbation - Chef de service *[Signature]* Date 90-01-31 Téléphone 3-00 19
Approbation - Directeur *[Signature]* Date 90-02-13

Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

1 - Unité administrative

Direction De l'entretien	Service Des équipements
-----------------------------	----------------------------

2 - Titre de l'étude révisé au S.E.P.

No	Titre	81
	Evaluation des activités centralisées d'entretien de supersignalisation	

3 - Identification du programme budgétaire

No	Titre
4.1	Conservation des infrastructures de transports

4 - Type d'étude

<input checked="" type="checkbox"/> Nouvelle étude	<input type="checkbox"/> Etude d'évaluation
<input type="checkbox"/> Etude antérieure	<input type="checkbox"/> Développement d'indicateurs

5 - Description du programme

L'entretien de la supersignalisation est actuellement effectué centralement par le Service des équipements

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Nature	Quantité	Pers. - An.	Budget - An. ('000\$)
Entretien (Fonctionnement)			\$1.4 Millions

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)

La supersignalisation est actuellement entretenue à partir d'équipe relevant du Service des équipements et basé à Québec ou Montréal, ce qui implique des déplacements considérables et des temps inproductifs.

8 - Objectifs de l'étude projetée

Analyser les coûts du mode d'opération centralisé actuel versus un entretien décentralisé qui pourrait soit être effectué par des équipes décentralisées en région ou par le biais de contrat confiés à l'entreprise privée.

9 - Planification des travaux

Etude d'évaluation	Développement d'indicateurs	de		à	
- Etude préliminaire	- Détermination des objectifs	04-90	07-90		
- Evaluation	- Développement d'indicateurs	07-90	09-90		
- Plan de mise en oeuvre des recommandations	- Implantation	09-90	11-90		
- Mise en oeuvre des recommandations	- Suivi	11-90	04-91		

10 - Ressources humaines	11 - Ressources financières
1 (personnes - années)	20 000,00\$

Approbation - Chef de service Marc Pélégry Date 90/01/30 Téléphone 643-6422
 Approbation - Directeur R. H. Lavoie Date 90-02-13

Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

1 - Unité administrative

Direction De l'entretien	Service Des équipements
-----------------------------	----------------------------

2 - Titre de l'étude

No	Titre : Evaluation des activités centralisées d'entretien d'éclairage	82
----	---	----

3 - Identification du programme budgétaire

No 4.1	Titre Conservation des infrastructures de transport
-----------	--

4 - Type d'étude

<input checked="" type="checkbox"/> Nouvelle étude	<input type="checkbox"/> Etude d'évaluation
<input type="checkbox"/> Etude antérieure	<input type="checkbox"/> Développement d'indicateurs

5 - Description du programme

L'entretien des systèmes d'éclairage des routes est actuellement effectué centralement par le Service des équipements.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Nature	Quantité	Pers. - An.	Budget - An. ('000\$)
Entretien (fonctionnement)			5.0 Millions

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)

La base opérationnelle pour l'entretien de ces systèmes est centralisée à Québec et Montréal, ce qui implique des déplacements considérables et des temps inproductifs pour entretenir ces systèmes qui sont disséminés à la grandeur de la province.

8 - Objectifs de l'étude projetée

Analyser les coûts du mode d'opération centralisé actuel versus un entretien décentralisé qui pourrait soit être effectué par des équipes décentralisées en région ou dont l'entretien pourrait être confié à contrat à l'entreprise privée.

9 - Planification des travaux

Etude d'évaluation	Développement d'indicateurs	de	à
- Etude préliminaire	- Détermination des objectifs	01-90	03-90
- Evaluation	- Développement d'indicateurs	03-90	06-90
- Plan de mise en oeuvre des recommandations	- Implantation	06-90	07-90
- Mise en oeuvre des recommandations	- Suivi	03-90	03-91

10 - Ressources humaines **11 - Ressources financières**

2 (personnes - années)	20.000.00\$
------------------------	-------------

Approbation - Chef de service Marc Peltigier Date 90/01/30 Téléphone 643-6922
 Approbation - Directeur R. Chouinard Date 90-02-13

Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

1 - Unité administrative

Direction	Service des opérations d'entretien
Direction de l'entretien	Division d'entretien d'hiver

2 - Titre de l'étude

No	Titre	résumé S.E.P.
	Tenter de développer sur un horizon de deux (2) ans un modèle mesurant et évaluant le niveau de service d'un circuit donné.	83

3 - Identification du programme budgétaire

No	Titre
	Conservation du réseau routier

4 - Type d'étude

<input checked="" type="checkbox"/> Nouvelle étude	<input checked="" type="checkbox"/> Etude d'évaluation
<input type="checkbox"/> Etude antérieure	<input type="checkbox"/> Développement d'indicateurs

5 - Description du programme

Le niveau de service est l'élément de base sur lequel repose l'entretien d'hiver. Entre le niveau de service "annoncé" et celui constaté par l'utilisateur, il y a souvent un problème de mesure. Comment mesurer le niveau de service effectivement rencontré sur un circuit. Voilà le défi.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Nature	Quantité	Pers. - An.	Budget - An. ('000\$)
Contrats d'entretien d'hiver	650		45 000

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)

Actuellement, tout l'entretien d'hiver repose sur le concept de niveau de service et ce, autant l'évaluation du rendement d'un entrepreneur que son paiement. Cet entrepreneur nous en donne-t-il pour notre argent? Voilà ce qu'il faut mesurer.

8 - Objectifs de l'étude projetée

- . Mieux définir le concept de niveau de service;
- . se donner des critères d'évaluation;
- . développer un modèle/formulaire;
- . valider/améliorer ce modèle sur certains secteurs témoins;
- . extensionner ce modèle dans les régions/districts.

9 - Planification des travaux

Etude d'évaluation		Développement d'indicateurs		de	à
- Etude préliminaire	6 mois	- Détermination des objectifs			
- Evaluation	6 mois	- Développement d'indicateurs			
- Plan de mise en oeuvre des recommandations	6 mois	- Implantation			
- Mise en oeuvre des recommandations		- Suivi			
Hiver 1991/1992					

10 - Ressources humaines **11 - Ressources financières**

2	(personnes - années)	40 000
---	------------------------	--------

Approbation - Chef de service [Signature] Date 1990-02-07 Téléphone 643-4857
 Approbation - Directeur [Signature] Date 90-02-12

Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

1 - Unité administrative

Direction	Service des opérations d'entretien
Direction de l'entretien	Division d'entretien d'été

2 - Titre de l'étude

No	Titre	révisé (S.E.P.)
	Evaluer la décentralisation des contrats d'enrobé bitumineux et des V-5 (suppléments, imprévus, ...) s'y rapportant.	84

3 - Identification du programme budgétaire

No	Titre
	Conservation du réseau routier.

4 - Type d'étude

<input type="checkbox"/> Nouvelle étude	<input checked="" type="checkbox"/> Etude d'évaluation
<input checked="" type="checkbox"/> Etude antérieure	<input type="checkbox"/> Développement d'indicateurs

5 - Description du programme

Evaluer les erreurs rencontrées (politiques, procédures, prix, ...) sur les devis d'enrobé bitumineux; les classer et voir ce qui pourrait encore les réduire.

Evaluer les raisons invoquées aux V-5 rédigées sur ces contrats; recommander certains correctifs.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Nature	Quantité	Pers. - An.	Budget - An. ('000\$)
Contrats d'enrobé bitumineux	150		50 000

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)

Fournir aux autorités et aux régions/districts les outils pour informer et corriger les erreurs rencontrées sur les devis; connaître et réagir aux raisons invoquées pour rédiger des v-5.

8 - Objectifs de l'étude projetée

- Vérifier chaque contrat;
- identifier les erreurs rencontrées;
- classer ces erreurs;
- recommander des correctifs;
- vérifier toutes les V-5;
- analyser les raisons invoquées;
- recommander ces correctifs.

9 - Planification des travaux

Etude d'évaluation	Développement d'indicateurs	de	à
<ul style="list-style-type: none"> - Etude préliminaire - Evaluation - Plan de mise en oeuvre des recommandations - Mise en oeuvre des recommandations 	<ul style="list-style-type: none"> - Détermination des objectifs - Développement d'indicateurs - Implantation - Suivi 		
1er juin 1990			

10 - Ressources humaines (personnes - années) 0.25

11 - Ressources financières \$ 10 000

Approbation - Chef de service *Jac Bergeron* Date 1990-02-07 Téléphone 643-4857
 Approbation - Directeur *P. V. ...* Date 90-02-22

Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

1 - Unité administrative

Direction	Service
Construction	Opérations territoriales est

2 - Titre de l'étude

No	Titre	RÉVISÉ 85
02	Retombées des différents audits de la Direction	

3 - Identification du programme budgétaire

No	Titre
03	Construction du réseau routier

4 - Type d'étude

<input checked="" type="checkbox"/> Nouvelle étude	<input type="checkbox"/> Etude d'évaluation
<input type="checkbox"/> Etude antérieure	<input type="checkbox"/> Développement d'indicateurs

5 - Description du programme

La Direction de la construction procède depuis quelques années à des audits de différents types.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Nature	Quantité	Pers. - An.	Budget - An. ('000\$)
Rapport d'audit	200	1	40 000 \$

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)

Les retombées des audits n'ont jamais été évaluées et les actions qui ont suivies n'ont pas nécessairement en tout l'impact voulu.

8 - Objectifs de l'étude projetée

Les objectifs de l'étude serait d'évaluer l'impact actuel des audits, étudier les avenues possibles pour atteindre une meilleure efficacité et de mettre en oeuvre les moyens proposées.

9 - Planification des travaux

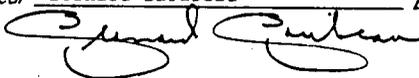
Etude d'évaluation	Développement d'indicateurs	de	à
- Etude préliminaire	- Détermination des objectifs	9004	9010
- Evaluation	- Développement d'indicateurs	9010	9012
- Plan de mise en oeuvre des recommandations	- Implantation	9012	9104
- Mise en oeuvre des recommandations	- Suivi		

10 - Ressources humaines (personnes - années)

11 - Ressources financières 50 000 \$

Approbation - Chef de service Gaston St-Arnaud Date 90-02-04 Téléphone 646-9916

Approbation - Directeur Bernard Baribeau Date 90-02-04



Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

1 - Unité administrative

Direction Construction	Service Opérations territoriales est
---------------------------	---

2 - Titre de l'étude

No 01	Titre Gestion des plans pour appel d'offres	Révisé S.E.P. 86
----------	--	----------------------------

3 - Identification du programme budgétaire

No 03	Titre Construction du réseau routier
----------	---

4 - Type d'étude

<input checked="" type="checkbox"/> Nouvelle étude	<input type="checkbox"/> Etude d'évaluation
<input type="checkbox"/> Etude antérieure	<input type="checkbox"/> Développement d'indicateurs

5 - Description du programme

Etude des délai entre la demande et la réception des plans en vue de les connaître en fonction des différents fournisseurs, de fixer les indicateurs et de développer des objectifs réalistes.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Nature	Quantité	Pers. - An.	Budget - An. ('000\$)
Nombre de dossier - 350			
Nombre de cahier de plan - 450		.3	6 000 \$

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)

Des délais imputables à la réquisition de plan amènent des retards parfois importants et coûteux dans le processus d'appel d'offres.

8 - Objectifs de l'étude projetée

L'objectif de l'étude est de connaître les délais en fonction du fournisseur, de se fixer des délais réalistes et enfin de prendre les mesures qui s'imposent dans les cas où le délai est dépassé.

9 - Planification des travaux

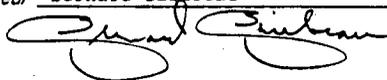
Etude d'évaluation	Développement d'indicateurs	de		à
- Etude préliminaire	- Détermination des objectifs	9004		9012
- Evaluation	- Développement d'indicateurs			
- Plan de mise en oeuvre des recommandations	- Implantation	9101		9102
- Mise en oeuvre des recommandations	- Suivi	9102		9103

10 - Ressources humaines (personnes - années)

11 - Ressources financières 6 000 \$

Approbation - Chef de service _____ Date _____ Téléphone _____

Approbation - Directeur Bernard Baribeau Date 90-02-02



**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION
ET DE LA GESTION FINANCIÈRE**

Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

2010-10-09

1 - Unité administrative

Direction	Service
Contrats et approvisionnement	Approvisionnement

2 - Titre de l'étude

No	Titre	
43-90	Gestion intégrale de la qualité relative au secteur fournisseur	84

3 - Identification du programme budgétaire

No	Titre
5.2	Gestion interne et soutien (Soutien administratif)

4 - Type d'étude

<input checked="" type="checkbox"/> Nouvelle étude	<input checked="" type="checkbox"/> Etude d'évaluation
<input type="checkbox"/> Etude antérieure	<input type="checkbox"/> Développement d'indicateurs

5 - Description du programme

Élaborer une politique globale de gestion de qualité vis-à-vis de nos fournisseurs ainsi qu'un plan stratégique d'intervention qui tient compte des forces et faiblesses du marché, des différents secteurs et des attentes des clients.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Nature	Quantité	Pers. - An.	Budget - An. ('000\$)
Achat de produits et services (matériaux routiers, informatique, équipements)			120 M \$

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)

Dans le cadre de la gestion intégrale de la qualité, le Service de l'approvisionnement a un rôle important vis-à-vis des fournisseurs pour contrer les coûts reliés à la non-qualité.

8 - Objectifs de l'étude projetée

Assurer au Ministère l'obtention de produits et services de qualité, au meilleur coût.

9 - Planification des travaux

Etude d'évaluation	Développement d'indicateurs	de	à
- Etude préliminaire	- Détermination des objectifs	01	06
- Evaluation	- Développement d'indicateurs	--	--
- Plan de mise en oeuvre des recommandations	- Implantation	06	12
- Mise en oeuvre des recommandations	- Suivi	3	ans

10 - Ressources humaines (personnes - années) : 1.0

11 - Ressources financières : 50 000 \$

Approbation - Chef de service _____ Date 9-2-87 Téléphone _____
Approbation - Directeur _____ Date _____

Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

1 - Unité administrative

Direction Contrats et Approvisionnement	Service des Contrats
--	-------------------------

2 - Titre de l'étude révisé au S.E.P.

No	Titre
SC90-1	Publication et diffusion des appels d'offres

3 - Identification du programme budgétaire

No	Titre
03	Construction du réseau routier
04	Entretien du réseau routier
autres	Recherche, système de transport

4 - Type d'étude

<input checked="" type="checkbox"/> Nouvelle étude	<input checked="" type="checkbox"/> Etude d'évaluation
<input type="checkbox"/> Etude antérieure	<input type="checkbox"/> Développement d'indicateurs

5 - Description du programme

Publication des appels d'offres dans les journaux
Vérifier si le programme est adéquat pour rejoindre les entrepreneurs, fournisseurs de services et autres intéressés selon les principes de la gestion intégrale de la qualité et qu'il s'agit du support le plus approprié.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Nature	Quantité	Pers. - An.	Budget - An. ('000\$)
Publication des appels d'offres publics dans trois quotidiens, dans l'hebdo situé dans la région et dans un journal spécialisé.	450	0.4	725 000\$

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)

Des soumissionnaires potentiels ont mentionné ne pas avoir pris connaissance de certains appels d'offres touchant des secteurs particuliers.
Les coûts importants de ce programme nous amènent à nous interroger, tout particulièrement avec la venue des systèmes informatisés de gestion de l'information, des nouveaux moyens de communication. Des demandes sur la possibilité de fournir des informations sur support informatique nous ont également été faites.

8 - Objectifs de l'étude projetée

Evaluer l'efficacité et l'efficience du système actuel en fonction des besoins et des limites imposées par la réglementation de même que des règles administratives internes et aussi évaluer les supports alternatifs permettant d'atteindre des résultats identiques et supérieurs pour cette activité.

9 - Planification des travaux

Etude d'évaluation	Développement d'indicateurs	de	à
- Etude préliminaire	- Détermination des objectifs	90	..
- Evaluation	- Développement d'indicateurs	..	..
- Plan de mise en oeuvre des recommandations	- Implantation	..	..
- Mise en oeuvre des recommandations	- Suivi	..	91

10 - Ressources humaines **11 - Ressources financières**

0,3 (personnes - années)	9 000 \$
--------------------------	----------

Approbation - Chef de service Clément Roy Date 900101 Téléphone _____
Approbation - Directeur _____

Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

1 - Unité administrative

Direction Contrats et Approvisionnement	Service des Contrats
---	--------------------------------

2 - Titre de l'étude

No SC90-2	Titre Indicateurs de gestion	révisé au S.F.P. 11
---------------------	--	-------------------------------

3 - Identification du programme budgétaire

No 03 04 autres	Titre Construction du réseau routier Entretien du réseau routier Recherche, système de transport
---------------------------------	--

4 - Type d'étude

<input checked="" type="checkbox"/> Nouvelle étude	<input type="checkbox"/> Etude d'évaluation
<input type="checkbox"/> Etude antérieure	<input checked="" type="checkbox"/> Développement d'indicateurs

5 - Description du programme

Procédures d'octroi des contrats.
Développer des indicateurs de gestion afin que les gestionnaires concernés soient informés de l'avancement des procédures d'octroi et que soient préparées périodiquement les compilations et statistiques s'y rapportant.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Nature	Quantité	Pers. - An.	Budget - An. ('000\$)
Au cours de 1988-89, 850 contrats de construction et d'entretien ont été octroyés, alors que 650 contrats de services professionnels ont été octroyés.	1500	15	400 000\$

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)

L'établissement d'indicateurs de gestion permettra aux gestionnaires et aux personnes concernées de connaître à quelle étape en est rendu l'octroi de chaque contrat, de voir à l'avancement en fonction d'échéanciers établis et pouvoir effectuer les recommandations pour améliorer l'efficacité et l'efficience de ces activités.

8 - Objectifs de l'étude projetée

Développer un système de suivi des procédures d'octroi des contrats basé sur des indicateurs de gestion significatifs pour l'ensemble de notre clientèle, lequel système devrait également permettre d'estimer le temps normal pour les étapes ultérieures jusqu'à la signature des contrats.

9 - Planification des travaux

Etude d'évaluation	Développement d'indicateurs	de	à
- Etude préliminaire	- Détermination des objectifs		..
- Evaluation	- Développement d'indicateurs	..	..
- Plan de mise en oeuvre des recommandations	- Implantation	..	..
- Mise en oeuvre des recommandations	- Suivi	..	..

10 - Ressources humaines 0,2 (personnes - années)

11 - Ressources financières 7 000 \$

Approbation - Chef de service Blainville Roy Date 4/11/90 Téléphone _____
Approbation - Directeur _____ Date _____

Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

1 - Unité administrative

Direction	Service
Ressources humaines	Conditions de travail

2 - Titre de l'étude

No	Titre	Mois
1	Evaluation de la semaine ministérielle santé et sécurité 1990	70

3 - Identification du programme budgétaire

No	Titre

4 - Type d'étude

Nouvelle étude
 Etude d'évaluation annuelle
 Etude antérieure
 Développement d'indicateurs

5 - Description du programme

C'est une activité de sensibilisation et de réflexion sur les divers aspects de la santé et de la sécurité du travail impliquant le personnel du Ministère dans un but préventif c'est-à-dire de réduire les lésions professionnelles.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Nature	Quantité	Pers. - An.	Budget - An. ('000\$)
Séance sur les moyens mis en oeuvre au Ministère pour promouvoir la prévention: SIMDUT, Statistiques, comités santé et sécurité, enquêtes accidents, etc...		.16	15 000,00\$ Exclu le temps consacré à cette activité par les personnes visées

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)

Connaître le degré de satisfaction des participants aux séances, tant sur le contenu des séances que sur les outils de communication utilisés pour promouvoir le thème et la Semaine.

8 - Objectifs de l'étude projetée

Evaluer l'activité pour mieux répondre aux besoins des secteurs (C'est une continuité qui implique une réévaluation annuelle).

9 - Planification des travaux

Etude d'évaluation	Développement d'indicateurs	de	à
- Etude préliminaire - Evaluation - Plan de mise en oeuvre des recommandations - Mise en oeuvre des recommandations	- Détermination des objectifs - Développement d'indicateurs - Implantation - Suivi	07	00

10 - Ressources humaines

.08 (personnes-années)

11 - Ressources financières

3 000,00\$

Approbation - Chef de service * *[Signature]* Date 06/03/90 Téléphone _____
 Approbation - Directeur * *[Signature]* Date 06/03/90

DIRECTIONS DU BUREAU DU SOUS-MINISTRE

Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

(Report de l'étude
prévue en 1989-1990)

1 - Unité administrative

Direction Communications	Service Édition - Relations publiques
-----------------------------	--

2 - Titre de l'étude

No	Titre Efficacité des moyens de communication (volet externe)	RECHERCHE
----	---	-----------

3 - Identification du programme budgétaire

No	Titre: Programme 05 - Communications Élément: 02 - *Pour la production de la plupart des imprimés et des documents audiovisuels, tels vidéo et diaporama, les coûts sont imputés aux unités adm. clientes.
----	---

4 - Type d'étude

<input type="checkbox"/> Nouvelle étude	<input type="checkbox"/> Etude d'évaluation
<input type="checkbox"/> Etude antérieure	<input type="checkbox"/> Développement d'indicateurs

5 - Description du programme

L'ensemble des activités de communication développées à la Direction des communications. Essentiellement, les moyens mis de l'avant pour faire connaître les programmes, règlements, activités du Ministère à des clientèles diversifiées. Toutes formes de communication destinées à projeter une image officielle du Ministère, qu'il s'agisse d'une publication, d'une activité de relations publiques, de la tenue d'une exposition, d'un placement publicitaire, de la diffusion, d'un communiqué, d'un audiovisuel ou de Renseignement-Transports.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Nature	Quantité	Pers. - An.	Budget - An. ('000\$)
Voir feuille ci-jointe			

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)

Comme la rétroinformation n'est pas systématique à la Direction des communications, celle-ci ne dispose pas de moyens suffisants pour vérifier la rentabilité et l'efficacité des activités et ses produits destinés à la clientèle extérieure.

8 - Objectifs de l'étude projetée

- Mesurer l'efficacité des différentes activités de communication en vérifiant la pertinence des moyens développés vis-à-vis les attentes de la clientèle externe.
- Développer des outils de rétroinformation plus systématiques.
- Réaliser des activités et des produits mieux adaptés aux besoins de cette clientèle, ceci devant améliorer l'image du Ministère.

9 - Planification des travaux

Etude d'évaluation	Développement d'indicateurs	de	à
- Etude préliminaire - Evaluation - Plan de mise en oeuvre des recommandations - Mise en oeuvre des recommandations	- Détermination des objectifs - Développement d'indicateurs - Implantation - Suivi	Avril 90	Avril 91

10 - Ressources humaines .50 (personnes - années)

11 - Ressources financières 25 000 \$ (étude conditionnelle à l'octroi de ce montant)

Approbation - Chef de service B. Quinlan Date 90-01-25 Téléphone 51-2111
Approbation - Directeur Stéphane P. ... Date 90-01-25

6- Production et ressources (dernière année complétée)

Production	Quantité	An - Personne	Budget/An (000 \$)*
Audiovisuel (vidéo, photographies, etc.)	15 vidéos	5	165 000 190 000
Expositions	20	3	100 000 17 000
Publicité	50	3	165 000 650 000
Relations publiques / information	—	4	70 000 5 000
Renseignements (appels téléphoniques)	280 000	27	2 000
Publications	300	9	300 000 275 000
Diffusion (incluant revue de presse)	quotidienne hebdomadaire plusieurs milliers de documents par mois.	4	(compris dans le budget des publi- cations ci-haut)

* Ces données sont approximatives.

Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

1 - Unité administrative	
Direction Programmation	Service Evaluation des programmes

2 - Titre de l'étude		<i>révisé S.E.P.</i>
No	Titre Evaluation du programme d'assurance qualité des bois et bitumes pour les achats du ministère des Transports du Québec	

3 - Identification du programme budgétaire	
No	Titre
3	Construction du réseau routier
4	Entretien du réseau routier
5	Subvention aux municipalités (occasionnellement pour le bois traité)

4 - Type d'étude	
<input checked="" type="checkbox"/> Nouvelle étude	<input checked="" type="checkbox"/> Etude d'évaluation
<input type="checkbox"/> Etude antérieure	<input type="checkbox"/> Développement d'indicateurs

5 - Description du programme	
<p>Le programme a mis en place des contrôles préétablis et systématiques de la qualité des bois et bitumes dont le MTQ fait l'acquisition pour ses besoins spécifiques. Les fournisseurs doivent répondre de la qualité de leurs produits par des rapports techniques fournis au Service de l'assurance qualité pour vérification du respect de certaines normes de qualité.</p>	

6 - Production et ressources (dernière année complétée)			
Nature	Quantité	Pers. - An.	Budget - An. ('000\$)
Bitumes - 5 raffineries: 100 000 tonnes		1,1	
Bois traité 5 fournisseurs: 1 700 000 \$		0,75	

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)	
<p>Compte tenu de la mise en place du programme depuis déjà 10 ans, il est important de vérifier l'application des contrôles de qualité (rapports techniques, ...) pour chacune des divisions du Service; de se questionner sur l'atteinte des objectifs, l'efficacité, la pertinence et l'impact de mesures de contrôle appliquées.</p>	

8 - Objectifs de l'étude projetée	
<p>Voir note 1.</p>	

9 - Planification des travaux			
Etude d'évaluation	Développement d'indicateurs	de à	
<ul style="list-style-type: none"> - Etude préliminaire - Evaluation - Plan de mise en oeuvre des recommandations - Mise en oeuvre des recommandations 	<ul style="list-style-type: none"> - Détermination des objectifs - Développement d'indicateurs - Implantation - Suivi 	90-02	90-03

10 - Ressources humaines	11 - Ressources financières
0,6 (personnes - années)	25 000 \$

Approbation - Chef de service _____ Date _____ Téléphone _____
Approbation - Directeur _____ Date _____

NOTE 1

Le Service des achats dont les activités ont été transférées au ministère des Approvisionnements et Service a instauré le programme d'assurance qualité en 1980. Plusieurs intervenants du MTQ et d'ailleurs, sont impliqués dans le processus de contrôle de la qualité. Entre autres, le Service de l'assurance qualité (SAQ) doit valider les données techniques, émettre des rapports de conformité et produire des rapports annuels.

Le principal objectif du programme d'assurance qualité, et par le fait même des vérifications effectuées par le SAQ, est d'améliorer la qualité des bois et bitumes achetés par le gouvernement pour ses besoins spécifiques.

L'étude d'évaluation a comme objectifs:

- . de vérifier si les mesures de contrôle de la qualité (essais, échantillonnages, rapports techniques, ...) ont permis d'améliorer la qualité des bois et bitumes achetés par le gouvernement. (Mesure d'efficacité)
- . de mesurer si l'application des contrôles de qualité par chaque division du Service de l'assurance qualité est conforme aux dispositions prévues par le programme. (Mesure de gestion)
- . de mesurer la satisfaction des fournisseurs face aux exigences du contrôle de la qualité et la satisfaction des clients (Service des achats, MAS, ...) quant à l'application des mesures de contrôle. (Mesure de gestion)
- . de vérifier si les rapports techniques exigés par le programme d'assurance qualité sont toujours nécessaires à l'atteinte d'un certain standard de qualité. (Mesure de pertinence)
- . de déterminer si les mêmes résultats de qualité de bois et bitumes pourraient être obtenus avec des exigences moins coûteuses; ou encore de meilleurs résultats avec des exigences différentes. (Mesure d'efficience)

Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

1 - Unité administrative	
Direction de la Programmation	Service Evaluation des programmes (S.E.P.)

2 - Titre de l'étude	
No 1	Titre Troisième recueil d'indicateurs de programmes

3 - Identification du programme budgétaire	
No	Titre Tous les programmes budgétaires

4 - Type d'étude	
<input type="checkbox"/> Nouvelle étude	<input type="checkbox"/> Etude d'évaluation
<input type="checkbox"/> Etude antérieure	<input checked="" type="checkbox"/> Développement d'indicateurs

5 - Description du programme
Le S.E.P. a pour mandat le développement d'indicateurs de programmes. A cette fin, il identifie et développe en collaboration avec les directions concernées un certain nombre d'indicateurs stratégiques qui font l'objet d'un recueil d'indicateurs.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)			
Nature	Quantité	Pers. - An.	Budget - An. (000\$)

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)
Les indicateurs du recueil doivent être mis à jour annuellement. Ces indicateurs ne reflètent pas toutes les activités du MTQ; aussi de nouveaux indicateurs seront développés pour ces activités, et inclus dans le prochain recueil.

8 - Objectifs de l'étude projetée
<ul style="list-style-type: none"> - Fournir aux autorités du Ministère de l'information objective pouvant aider à la prise de décision. - Favoriser le développement de l'évaluation au Ministère.

9 - Planification des travaux			
Etude d'évaluation	Développement d'indicateurs	de	à
<ul style="list-style-type: none"> - Etude préliminaire - Evaluation - Plan de mise en oeuvre des recommandations - Mise en oeuvre des recommandations 	<ul style="list-style-type: none"> - Détermination des objectifs - Développement d'indicateurs - Implantation - Suivi 	90/09	90/12

10 - Ressources humaines
0,5 (personnes - années)

11 - Ressources financières
25 000 \$

Approbation - Chef de service Carole Juchaux Date Fév. 90 Téléphone 645-0491
Approbation - Directeur _____ Date _____

Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

1 - Unité administrative

Direction de la Programmation	Service Evaluation des programmes (S.E.P.)
-------------------------------	--

2 - Titre de l'étude

No	Titre	
	Programmation annuelle régionale des projets de construction.	

3 - Identification du programme budgétaire

No	Titre
	Construction routière (régionale)

4 - Type d'étude

<input checked="" type="checkbox"/> Nouvelle étude	<input checked="" type="checkbox"/> Etude d'évaluation
<input type="checkbox"/> Etude antérieure	<input type="checkbox"/> Développement d'indicateurs

5 - Description du programme

Ce programme vise à répondre aux demandes d'intervention sur le réseau routier, par des améliorations ou par des ajouts au réseau existant.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Nature	Quantité	Pers. - An.	Budget - An. ('000\$)
Routes ou sections de routes			111,5MS

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)

Les besoins d'intervention sur le réseau routier régional dépassent la capacité financière du MTQ. Il en résulte une surprogrammation et des déroquations à cette programmation. Ces deux phénomènes peuvent avoir des effets sur le processus de préparation de projets.

8 - Objectifs de l'étude projetée

Analyser les projets régionaux dès leur première inscription au plan d'équipement jusqu'à leur réalisation. Cette analyse portera sur le degré de respect des décisions de programmation, c'est-à-dire sur la cohérence des priorités dans le temps tout en tenant compte des échéanciers techniques, et sur la cohérence de la nature des interventions avec les objectifs du programme (sécurité - conservation).

9 - Planification des travaux

Etude d'évaluation	Développement d'indicateurs	de	à
- Etude préliminaire X	- Détermination des objectifs	90/0390/04	
- Evaluation	- Développement d'indicateurs	90/0490/06	
- Plan de mise en oeuvre des recommandations	- Implantation		
- Mise en oeuvre des recommandations	- Suivi		

10 - Ressources humaines

0,5 (personnes - années)

11 - Ressources financières

25 000 \$

Approbation - Chef de service Carole Souchon Date fév. 90 Téléphone 643-5691
Approbation - Directeur _____ Date _____

Plan ministériel d'évaluation 1990 - 1991
FICHE DESCRIPTIVE

1 - Unité administrative

Direction	Service
Direction de la programmation	Service de l'évaluation des programmes

2 - Titre de l'étude

No	Titre	révisé (S.E.P.)
	Evaluation des transports routiers de matières dangereuses	

3 - Identification du programme budgétaire

No	Titre
1.3	Transport des marchandises

4 - Type d'étude

<input type="checkbox"/> Nouvelle étude	<input checked="" type="checkbox"/> Etude d'évaluation
<input type="checkbox"/> Etude antérieure	<input type="checkbox"/> Développement d'indicateurs

5 - Description du programme

Les transports routiers de matières dangereuses sous l'angle de la réglementation, le contrôle et la clientèle.

6 - Production et ressources (dernière année complétée)

Nature	Quantité	Pers. - An.	Budget - An. ('000\$)

7 - Motifs qui justifient l'étude (Problématique)

Les motifs qui justifient l'étude sont les suivants:

- les risques afférents à ce type de transport
- une certaine complexité de la réglementation
- une multiplicité des intervenants en matière de contrôle
- la mise au point d'une formation pour les divers intervenants.

8 - Objectifs de l'étude projetée

- Examiner si la réglementation assure une couverture complète et une prévention pertinente des risques et répond bien aux différents besoins de sécurité (mesure de pertinence).
- Apprécier les résultats des contrôles en regard des objectifs fixés par la réglementation (mesure d'efficacité)
- Etablir des indicateurs sur les coûts et les résultats des contrôles (mesure d'efficience)
- Evaluer la formation, l'implication et la pertinence de l'action des divers intervenants par rapport aux objectifs de contrôle (mesure de gestion).

9 - Planification des travaux

Etude d'évaluation	Développement d'indicateurs	de	à
<ul style="list-style-type: none"> - Etude préliminaire - Evaluation - Plan de mise en oeuvre des recommandations - Mise en oeuvre des recommandations 	<ul style="list-style-type: none"> - Détermination des objectifs - Développement d'indicateurs - Implantation - Suivi 	15/01	30/03
		30/03	30/03

10 - Ressources humaines (personnes - années)

11 - Ressources financières

Approbation - Chef de service _____ Date _____ Téléphone _____
Approbation - Directeur _____ Date _____

Bibliothèque du Ministère des Transports



QTR A 028 115